

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT SUISSE No 17  
1er mai - 15 juin 1979

## 1<sup>er</sup> MAI

# Pour la lutte indépendante de classe !

Quatre-vingt dix années sont passées depuis qu'en souvenir des martyrs de Chicago tombés sur le front de la lutte pour la journée de huit heures, le mouvement ouvrier faisait du 1<sup>er</sup> mai la journée internationale de solidarité de tous les travailleurs.

Depuis cette époque lointaine, la technique appliquée à la grande industrie capitaliste a fait des progrès fantastiques, les forces productives sociales se sont énormément développées et renforcées, le monde entier jouit de ce qu'on appelle les « bienfaits » de la société bourgeoise. Mais, pour la classe ouvrière, le triomphe incontesté de la civilisation du capital a signifié tout, sauf la libération de la peine, du besoin et de la peur.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais, pour des millions et des millions de prolétaires, les huit heures continuent à représenter un horizon lointain. Pour des millions et des millions de prolétaires, elles continuent à représenter une limite au-dessous de laquelle il est interdit de descendre.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais là où la journée de travail a été réduite à moins de huit heures (conquête qui a coûté de dures luttes et dont la défense exige et exigera de dures luttes), elle se traduit par une augmentation énorme de l'intensité du travail, donc de l'usure physique et psychique des travailleurs.

Quatre-vingt dix années sont passées. Mais même dans les pays capitalistes « avancés », l'insuffisance du salaire et le caractère précaire des conditions de vie contraignent des millions et des millions de familles ouvrières à chercher dans les heures supplémentaires, dans le travail au noir, dans le double travail, une solution immédiate au problème angoissant de la survie, tandis que dans les pays « arriérés », jamais la misère et la famine n'ont été si grandes.

Quatre-vingt dix années sont passées et l'armée immense des travailleurs a obtenu par sa lutte le « droit » de jouir d'une quantité plus grande — mais toujours infinitésimale — de l'accumulation de « biens » et de « services » dont la classe bourgeoise est si fière. Mais ce droit a été payé **DANS LES FAITS** par le retour cyclique de ces formes d'épidémie sociale qu'on appelle les crises. Dans leur tourbillon — comme le marxisme l'avait scientifiquement prévu — tout ce qui semblait ou qu'on prétendait sûr devient **ALEATOIRE**, tout ce qui semblait ou qu'on prétendait acquis **S'EN VA EN FUMÉE** : au « travail assuré » succède le chômage partiel ou total, temporaire ou permanent ; aux « revenus garantis » succèdent des salaires incertains, toujours plus en retard sur le coût de la vie.

Comme l'écrivait il y a plus d'un siècle le **MANIFESTE COMMUNISTE**, et comme le confirme encore une fois la situation internationale qui sert de toile de fond à ce 1<sup>er</sup> mai 1979, pour sortir des crises, la bourgeoisie ne connaît pas d'autres moyens que de « détruire, d'une part, une grande quantité de forces productives », et, « de l'autre, de conquérir de nouveaux marchés et d'exploiter plus intensément les marchés existants ». Ainsi, « elle prépare des crises toujours plus étendues et plus violentes, et elle réduit les moyens pour les prévenir ». C'est pour cela que la classe ouvrière de tous les pays a payé ces quatre-vingt dix années d'incertains « droits acquis » par deux boucheries mondiales, une série interminable de guerres locales, et la menace de futurs conflits encore plus atroces.

### PROLETAIRES !

Démentie par la dure leçon des faits, l'idéologie mensongère de la marche bénéfique du progrès capitaliste entraîne dans sa faillite l'idéologie parallèle du réformisme et du gradualisme ouvrier.

(suite page 2)

### SOMMAIRE

- 1er mai : Pour la lutte indépendante de classe ! p. 1
- Votations-Elections : C'est la trêve permanente ! p. 1
- "Un emploi pour tous" p. 3
- Pour la défense des chômeurs et des licenciés p. 5
- Nucléaire p. 6
- VIE DU PARTI :
  - "Le prolétariat et la guerre" p. 7
  - "Conflit en Indochine" p. 8
- Les leçons de la lutte des foyers Sonacotra p. 9
- IV<sup>ème</sup> Congrès de la LMR p. 10
- OCCR : Misère du maoïsme p. 13
- Une revendication ignoble p. 18
- Abolir le salariat p. 19

## Votations - Elections : C'est la trêve permanente !

Lorsque les faits réclament de la part des prolétaires une lutte sur un terrain et avec des méthodes de classe contre le Capital, la démocratie, forme raffinée de la dictature bourgeoise, secrète au travers de l'opportuniste l'antidote du réformisme.

Entre la bourgeoisel qui gère le Capital national et le réformisme (gauche bourgeoise) il n'y a aucun fossé de classe. Nous sommes en présence d'une même force sociale qui prend des poids différents suivant les époques et les situations. En situation de haute conjoncture, le Capital

et l'Etat sont dominés par les forces politiques à même de gérer au mieux la reproduction du système. Mais en période de récession, la division des tâches entre "gauche" et "droite" bourgeoise prend toute son ampleur. Pendant que la droite prend les mesures nécessaires pour sauver le Capital national, en s'attaquant directement au Travail (licenciements, chômage, expulsion d'immigrés, etc...), la gauche donne l'illusion de se mobiliser pour minimiser leurs ef-

(suite en page 2)

# Pour la lutte indépendante de classe!

(suite de la page 1)

Dans sa version traditionnelle, social-démocrate, il enseignait aux prolétaires que, dans leur lutte d'émancipation contre le capital, ils n'avaient pas besoin de détruire l'Etat bourgeois, mais seulement de le réformer à travers une œuvre patiente de conquête de positions avancées à l'intérieur du « système ».

Dans sa version plus moderne, que les partis d'origine stalinienne (même s'ils la désavouent) tentent de faire passer pour « communiste », il ne se contente pas de présenter le socialisme comme le produit d'une extension progressive des droits et des institutions démocratiques, mais il enseigne aux prolétaires que leur émancipation a cessé d'être, comme le proclamaient les Statuts de la Première Internationale, « un problème social qui embrasse tous les pays où existe la société moderne », pour devenir un problème « local et national », à résoudre pays par pays, dans le respect d'une jalouse indépendance réciproque.

Dans ces deux versions, le réformisme ouvrier prétend enfermer la classe ouvrière dans cette même société dont, selon le socialisme scientifique de Marx et d'Engels, les prolétaires sont appelés par l'histoire à être pour toujours les FOSSOYEURS. Il voudrait transformer la seule classe qui « n'a rien à perdre, dans la révolution communiste, que ses chaînes, et tout un monde à gagner », en esclave RESIGNEE du mode de production existant : craignant Dieu, observant la loi, soumise à la patrie.

## PROLETAIRES !

L'appel à la solidarité nationale lancé en chœur par les partis et les syndicats prétendant ouvriers est le prélude, en temps de paix, à la mobilisation sous le signe de la solidarité nationale EN TEMPS DE GUERRE.

Le mot d'ordre des sacrifices, des « luttes responsables », signifie le désarmement de votre classe dans la seule guerre où vous ayez raison de combattre : la guerre CONTRE LE CAPITAL.

Le rappel aux règles du jeu démocratique équivaut à déclarer que l'on renonce pour toujours à l'unique voie tracée par l'histoire comme pont de passage obligé vers la société sans classes, vers le communisme : LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT sous la direction du parti révolutionnaire de classe.

Le réformisme ouvrier a abandonné cet objectif, qui n'a et ne peut avoir aucun point de contact avec ceux propres à l'idéologie démocratique. Il a abandonné les méthodes que la lutte pour l'atteindre impose nécessairement et qui sont par définition diamétralement opposées aux méthodes légalistes, pacifistes et conciliatrices du réformisme. Il a abandonné cette indépendance politique et organisationnelle qui seule permet aux prolétaires d'agir comme classe dans leur lutte contre le pouvoir unifié des classes possédantes. Il a abandonné l'internationalisme prolétarien en faveur du nationalisme bourgeois et même d'un terne localisme. Tout ceci ne peut que vous rendre désarmés, désunis, sans direction, jusque dans la simple guérilla de résistance quotidienne contre le capital. Tout ceci vous lie les mains en vue non seulement de l'assaut révolutionnaire de DEMAIN, mais de la défense élémentaire du pain et du travail AUJOURD'HUI.

1<sup>er</sup> mai 1979. Les morts de Chicago et, avec eux, les acteurs anonymes d'un siècle et demi de martyrologie prolétarienne dans tous les pays demandent à être commémorés d'une seule manière : EN REPRENANT LA VOIE DE LA LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE !

POUR LA REVOLUTION ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !  
POUR LE COMMUNISME !

## Votations - Elections : C'est la trêve permanente

(suite de la page 1)

fets en "luttant" sur le terrain de la légalité la plus répugnante, en faisant glapir ses ténors dans les chambres parlementaires pour essayer d'arracher à ses confrères de droite une réforme avec laquelle ses organisations de masse (les organisations syndicales) pourront inonder les divers débits d'incendie sociaux allumés par la montée des antagonismes.

Quiconque ne voit pas le rôle sordide joué par le réformisme ne peut se proclamer marxiste révolutionnaire. Les principes démocratiques bourgeois, proclamés par les bourgeois révolutionnaires en luttant contre l'absolutisme féodal, ont révélés tout leur contenu idéaliste lorsque la proclamation de l'égalité politique du citoyen s'est affrontée à l'inégalité économique des membres des diverses classes. Le marxisme, science du mouvement prolétarien, pris racine entre autre dans la critique de l'idéologie démocratique qui idéalisait les rapports humains et ne comprenait pas que le développement réel des nouvelles conditions sociales créées par l'élimination des entraves féodales au développement des forces productives, ne pouvait déboucher que sur le développement des deux classes modernes antagoniques: prolétariat et bourgeoisie, Travail et Capital.

Quiconque affirme son attachement inconditionnel aux principes

démocratiques est soit un petit-bourgeois imbécile accroché aux lambeaux mités d'une époque révolutionnaire, soit un sinistre souteneur de la dictature bourgeoise.

En Suisse, la référence aux principes démocratiques d'un fédéralisme unique, est la constante de toute déclaration politique de droite comme de gauche. Aucun discours d'une quelconque marionnette parlementaire ne peut se concevoir sans cette référence. Ce n'est donc qu'une mystification que de s'en tenir à la défense des principes démocratiques, comme le font les opportunistes de tout poil, au nom de la défense des intérêts ouvriers.

Mais pire que la défense purement verbale de ces principes est l'utilisation constante et systématique de ces 2 piliers de la démocratie semi-directe helvétique que sont le REFERENDUM et l'INITIATIVE comme moyens de défense du TRAVAIL contre le CAPITAL. Chaque fois qu'une lutte devrait être engagée sur le terrain de l'affrontement direct avec le Capital, l'opportunisme propose et lance un référendum ou une initiative.

C'est ainsi que les 2 revendications fondamentales de la classe ouvrière que sont la réduction du temps de travail et la défense des salaires, deviennent dans l'incroyable démocratie helvétique objet d'initiatives. C'est donc ainsi que fut lancée, présentée et refusée

très démocratiquement par le peuple, les 40 heures hebdomadaire et l'initiative "Contre la vie chère", refusée quant à elle pour vice de forme. Et aujourd'hui, l'opportunisme lance une nouvelle initiative "Un emploi pour tous"!!!

Il est facile de montrer que le recours permanent à ces consultations populaires ne sont que des freins à toute reprise d'une claire lutte de classe. Au lieu de rassembler l'ensemble des couches et catégories ouvrières dans un même ensemble à travers des luttes sur un terrain classiste pour des revendications concernant l'ensemble de la classe - et le but de la lutte syndicale n'est autre que "l'union grandissante des travailleurs" ("Manifeste des communistes", Marx, 1848) - la méthode des initiatives ne fait que laisser subsister l'éclatement de la classe en individus-citoyens, qui ne peuvent avec les seuls actes de signer et voter ensuite dans l'isolement, construire une quelconque unité réelle.

Les consultations permanentes, les élections, et les votations diverses sont la trêve instaurée dans les conflits de classe. Au lieu d'éclater en affrontements directs, ils sont conduits vers des échéances plus ou moins lointaines où ils se dissolvent dans l'isolement. En Suisse, où des consultations ont lieu pour

(suite en page 3)

## Votations - Elections : C'est la trêve permanente

ainsi dire tous les 2 ou 3 mois, et où il est curieux de constater que cette cadence n'a cessé de s'accélérer depuis la crise de 74 (!), ce qui tendrait à confirmer notre analyse sur le rôle de ces consultations, la trêve "électorale" est quasi permanente. Grâce à la démocratie semi-directe, la classe ouvrière, ou bien se trouve dans une période de lancement d'une initiative, d'un référendum et donc elle doit - selon les dires des "initiateurs" - se "mobiliser" pour faire signer la proposition, ou bien elle se trouve dans une période précédant la votation, et il faut - toujours aux dires de ces mêmes messieurs - se "mobiliser pour appuyer massivement par un vote favorable" la proposition.

Et c'est entre autre comme cela que toute lutte de classe de caractère générale, est évacuée du champ, pourtant plus qu'anémique, de la lutte syndicale.

Le prolétariat ne pourra en Suisse, mais ailleurs les mêmes moyens ont d'autres formes, commencer à se défendre contre le Capital qu'en rompant avec le jeu infernal des initiatives et référendum, qui aujourd'hui sont toujours plus présentés par l'ensemble de l'opportunisme - du PSS à la LMR - comme la méthode de défense par excellence.

Rompre avec l'utilisation des hochets démocratiques c'est rompre en dénonçant tous ceux qui les préconisent. Voilà ce que nous avons toujours dit!

## Presse du Parti

LE PROLÉTAIRE

il programma comunista

El Comunista

Kommunistisches  
Programm

# A propos de l'initiative : " Un emploi pour tous " Le plein emploi, un mythe au service de l'ordre bourgeois !

Après l'initiative sur la "Vie chère", le PST repart en chasse de signatures, accompagné de ses indissociables compagnons de route, le PSA et le PÖCH, pour une nouvelle initiative baptisée "UN EMPLOI POUR TOUS" et qui se destine - moyennant quelques modifications d'écriture dans la Constitution - à éliminer définitivement le chômage et revenir au bon temps du plein emploi.

Cette initiative, comme toutes ses précédentes, est une façon de

Depuis le "Manifeste des Communistes" de 1848 jusqu'à son oeuvre gigantesque, "le Capital", Marx s'est efforcé de faire comprendre à la classe ouvrière, et surtout à l'avant-garde qui s'en détachait, que le capitalisme ne suivait pas un développement harmonieux dans lequel les forces de production étaient enfin contrôlées par l'espèce humaine, mais qu'au contraire il ne faisait que suivre un cours cyclique absolument chaotique qu'aucune volonté humaine, si puissante fût-elle, ne pouvait maîtriser. En analysant les lois qui régissent la production marchande, Marx nous a démontré que toute phase d'accumulation forcée du Capital était suivie, avec un déterminisme implacable, d'une phase de crise caractérisée par l'engorgement de marchandises sur les marchés devenus subitement trop étroits.

Ce cours anarchique que suit la production capitaliste, a bien sûr une relation directe et en phase avec les besoins quantitatifs en force de travail du Capital pour que se réalise sa reproduction. Les périodes de haute conjoncture, où tout semble enin s'harmoniser pour l'idéologie bourgeois vulgaire, voient la masse des prolétaires actifs s'augmenter sans cesse et le spectre du chômage se résorber partiellement; ce qui suffit à nos philistins du PST, PSA et PÖCH pour fabriquer le mythe du "plein emploi" et répandre leurs illusions sur les possibilités de maintenir l'euphorie productiviste à perpétuité. Mais sitôt qu'apparaissent les premiers signes de crise, le Capital rejette

plus d'enliser la classe ouvrière dans le règne de la paix sociale en lui suggérant que le chômage n'est pas une maladie endémique du Capital et qu'en conséquence, le seul objectif valable est la "lutte" pour le "plein emploi", avec l'arsenal des possibilités démocratiques offertes par l'Etat qui permettent d'éviter toute confrontation directe des forces du travail avec celles du Capital.

sur le pavé toutes les forces de travail devenues désormais inutilitaires.

Ce sont effectivement des constatations banales que chaque ouvrier aura eu l'occasion de vérifier une fois dans sa vie d'exploité, mais elles indiquent clairement que le capitalisme ne peut répondre aux exigences que lui impose son cours cahotique qu'en ayant dans les aires qu'il domine de vastes réservoirs de force de travail dans lesquels il peut puiser ou rejeter à volonté les bras qui lui sont indispensables ou devenus inutilitaires.

Cette réserve de force de travail, il la trouve dans la petite paysannerie - dont la terre familiale ne suffit plus à nourrir la famille et où les enfants n'ont d'autres solutions pour survivre que d'aller chercher en ville un acquéreur pour leur force de travail - dans l'émigration - dont une large partie appartient justement à la petite paysannerie prolétarisée - dans l'immense masse des chômeurs et dans d'innombrables catégories de travailleurs - travailleurs à domicile, femmes sans travail, etc...

Après la dernière grande crise capitaliste de 39-45, où le Capital procéda, pour venir momentanément à bout des antagonismes qu'il soulevait, à la destruction massive des forces de production et à la redistribution des chasses gardées entre puissances impérialistes, suivit une période d'euphorie qui ne pouvait aboutir aujourd'hui qu'à une guerre

(suite en page 4)

## A propos de l'initiative : " Un emploi pour tous" Le plein emploi, un mythe au service de l'ordre bourgeois !

(suite de la page 3)

sans merci entre capitaux concurrents pour assurer leur difficile survie. Mais dans cette période de surproduction, le Capital ne peut se faire une place sur les marchés qu'en éliminant sans pitié ses concurrents, même là où la coexistence était largement possible auparavant. Cette bataille, qui ne revêt pas un caractère national mais international, il ne peut la gagner qu'en diminuant drastiquement les coûts de production des marchandises qu'il produit. Diminuer les coûts de production cela signifie dans tous les cas augmenter l'exploitation de la classe ouvrière, et il s'agit non seulement de faire baisser le salaire de l'ouvrier, donc la part de capital variable rentrant dans la composition du prix d'une marchandise, et diminuer les frais fixes, mais surtout d'augmenter la productivité du travail, soit par l'intensification des rythmes de travail soit par l'introduction de nouvelles machines plus perfectionnées effectuant de manière automatisée le travail anciennement dévolu à des catégories d'ouvriers travaillant sur des machines plus parcellaires et moins rapides.

Pour la classe ouvrière, ces nécessités objectives et inévitables signifient évidemment une augmentation de son exploitation et une exacerbation de la concurrence que les prolétaires se livrent sur le marché du travail. Et tout comme la crise n'est pas un phénomène national, la concurrence accrue entre prolétaires ne se joue pas sur le seul plan des frontières helvétiques ou autre mais sur l'ensemble des nations. Pour le Capital, exploiter un autochtone ou un travailleur asiatique, méditerranéen ou noir africain, ne pose aucun problème de conscience nationale, seul compte le résultat des comptes d'exploitation au terme d'un bilan.

Et aujourd'hui les capitalistes suisses, se trouvent dans l'obligation, s'ils veulent faire bonne figure sur les marchés mondiaux, d'aller exploiter une main-d'oeuvre bon marché au quatre coins du monde, dans un nouvel appareil de production aux capacités de production décuplées. Une telle exportation des capitaux - et le cas de l'horlogerie est typique - ne se fait pas sans laisser des traces profondes dans l'économie de certaines régions ou villes du pays considéré, et surtout sans soulever l'indigna-

tion de la petite-bourgeoisie et aristocratie ouvrière locale devant le "démantèlement de l'économie régionale".

\* \* \* \* \*

Que ces lois qui déterminent l'existence d'une armée de réserve et dont nous venons de donner une description que nous savons partielle mais néanmoins fondamentale pour juger de l'ineptie de l'initiative "Un emploi pour tous", soient inéluctables et indissociables des lois générales du capitalisme est une évidence pour tout marxiste qui se respecte. Donc si ces lois sont inéluctables cela signifie forcément qu'elles ne peuvent être détruites sans que soit détruit du même coup l'ensemble des rapports de production capitalistes. Mais parler de la destruction des rapports de production capitalistes nous amène évidemment à la question de la prise du pouvoir, de la dictature du prolétariat, période de transition vers le socialisme, car sans le pouvoir, le prolétariat ne peut avoir aucun contrôle sur l'économie et à fortiori sur l'emploi. Il est donc bien illusoire de vouloir, par la seule force d'une "bonne Constitution", éliminer d'un coup de plume ce qui est une maladie endémique du capitalisme, à savoir le chômage dont le prolétariat ne se débarrassera qu'en se débarrassant de l'économie marchande. Mais il est aussi très concrètement utile pour l'Etat de pouvoir compter sur ces faiseurs d'illusions dont l'action et l'implantation dans la classe ouvrière sont, surtout en temps de crise où la moindre étincelle peut allumer le brasier social, indispensables pour maintenir les rapports de la Paix du Travail.

\* \* \* \* \*

Mais voyons un peu ce que nous raconte cette initiative. L'article 31 quinquies de l'actuelle Constitution "est-il suffisant pour prévenir et combattre le chômage?", telle la question stupide que se pose le "comité d'initiative" sous la plume de F. Blaser. Non bien sûr nous répond-on, il faudrait en dire plus, il faudrait des garanties plus sérieuses, il faudrait donc rajouter que la "Confédération" prend toutes les mesures appropriées pour assurer le plein emploi et pour prévenir et combattre le chômage et ses conséquences".

L'initiative demande que la Confédération ait la tâche de légiférer sur le nombre de places d'apprentissage, le reclassement des licenciés, la protection des travailleurs contre les licenciements, un "droit de regard des salariés et de leurs organisations sur la marche de l'entreprise", l'interdiction de supprimer des places de travail "qui résulteraient de transfert de la production à l'étranger".

Dire qu'un tel programme entretient et sabote la lutte de classe contre les licenciements est certainement déplacé dans la mesure où la Paix du Travail est fermement présente en Suisse et où il n'y a aucun mouvement classiste de défense ouvrière (les cas exceptionnels comme Matisa ne sont qu'un peu d'écume sur l'océan de la paix sociale), mais il sabote objectivement toute tentative de sortir des rouages de la collaboration de classe et de la soumission des prolétaires à l'Etat et aux intérêts d'entreprise, il mine toute la préparation à entreprendre aujourd'hui pour organiser les prolétaires sur leur terrain de classe. Prévenir que les futures luttes ouvrières contre les licenciements et le chômage ne se déroulent dans des affrontements directs, où seul le rapport de force matériel importe, en déplaçant dès aujourd'hui le centre d'intérêt au Parlement et dans l'isoloir, telle est la réelle perspective de l'initiative.

Nous avons expliqué que le chômage est une conséquence inévitabile du capitalisme et qu'on ne peut l'abattre sans abattre le Capital lui-même, mais pour le PST, le PSA et le POCH une telle analyse marxiste est une absurdité car le capitalisme possède selon leur thèse tous les moyens pour éliminer son mode anarchique de développement, il suffirait pour cela d'établir au gouvernement une caste de députés incorruptibles et garant des intérêts généraux de la population.

Parmi les moyens avancés dans l'initiative - moyens à légiférer de surcroît au Parlement - figure en tête de liste la question de l'exportation des capitaux. En fait l'initiative a germé dans la tête des dirigeants réformistes à partir du moment où l'industrie suisse a commencé à exporter ses capitaux, ne pouvant plus abaisser suffisamment ses coûts de production en Suisse malgré les diverses restructuration. C'est à ce moment là que

les défenseurs patentés de l'économie nationale ont entamé leur campagne grand style pour sauver les industries clefs, en se livrant aux pires parades main dans la main avec les patrons, comme se fut le cas lors des manifestations communes du 11 novembre à Berne entre patrons et ouvriers horlogers. Par le biais de la sauvegarde de l'emploi, le PST, le PSA et le POCH visent essentiellement un objectif débordant de leur chauvinisme petit-bourgeois, à savoir prioriser l'investissement en Suisse des capitaux d'industries afin de créer des places de travail dans la "patrie" pour les ouvriers suisses et non à l'étranger pour des ouvriers qui volent ainsi le "boulot des suisses" pour un salaire de misère!

C'est le propre de l'aristocratie ouvrière de défendre ses intérêts particuliers même s'il faut pour cela se battre contre les facteurs progressistes aux yeux de l'histoire du capitalisme, qui sont d'une part l'extension et le développement du capitalisme dans les aires arriérées, qui a pour effet de détruire les bases des anciennes sociétés archaïques et développer le poids social de la classe ouvrière, et d'autre part le brassage par le courant migratoire des prolétaires qui permet ainsi que s'exprime la réalité de l'internationalisme de la classe ouvrière.

Considérée du point de vue de l'aristocratie ouvrière nationale, c'est-à-dire du point de vue de la défense des travailleurs suisses contre les intérêts de leurs camarades d'autres nationalités, l'exportation des capitaux apparaît évidemment comme cause directe du chômage en Suisse, et on ne peut attendre des représentants politiques de cette aristocratie qu'ils dérogent à ce raisonnement. Toute leur action est donc tournée vers la défense de la place de travail du Suisse contre celle de "l'étranger" et la défense de l'économie nationale contre les autres concurrents sur les marchés mondiaux. Depuis l'exigence d'une aide accrue de l'Etat et des cantons à l'économie, au contingentement du nombre d'immigrés "admissibles" en Suisse, en passant par le contrôle des changes et autres mesures vaines à résoudre les contradictions du Capital, ces organisations n'ont fait que déployer aux pieds de la bourgeoisie tout un arsenal de méthodes toutes plus illusives les unes que les autres pour surmonter la crise. Si la bourgeoisie rechigne aujourd'hui à accepter leurs conseils en matière de gestion, elle ne peut par contre que se féliciter secrètement du travail

de sape que l'opportunisme exerce sur toute possibilité de reprise des luttes des prolétaires face aux attaques permanentes du Capital.

La bourgeoisie a en effet tout intérêt à s'assurer de l'entreprise de démobilisation qu'exerce sur le prolétariat ce type d'initiative qui se substitue à l'action directe de défense et dont le fondement est d'attribuer à la Constitution un pouvoir que ni elle, ni d'ailleurs aucune institution de l'Etat, ne possèdent et qui a pour conséquence de laisser la classe ouvrière complètement désarmée pour entreprendre une lente réappropriation des méthodes de lutte et revendications classistes, et d'accroître la division et le chauvinisme déjà profonds dans les rangs ouvriers.

Quant à nous communistes, nous n'avons aucune prétention de "sauver l'emploi", car le chômage, et de manière plus large l'armée de réserve, font partie intégrante et indissociable des conditions d'existence du Capital. Aucune réforme, aucune intervention de l'Etat ne peut venir à bout de ce spectre: le licenciement. Les ouvriers doivent se battre contre les licenciements avec leurs armes de classe, la grève sans préavis ni limitation préalable de durée; mais il serait absurde de faire de cette lutte l'unique terrain d'affrontement. La lutte contre les licenciements et la défense des chômeurs sont deux tâches

absolument indissociables de la défense immédiate des conditions de vie des ouvriers, et ne peuvent atteindre leur objectif que dans l'union totale entre travailleurs non-chômeurs et chômeurs. Dissocier la lutte des actifs de celle des chômeurs c'est objectivement saboter toute réelle possibilité d'imposer un rapport de force entre classes pour arracher à l'Etat et aux patrons la satisfaction des revendications propres aux chômeurs.

Ce qui caractérise l'opportunisme droitier du PST et Cie, est justement de négliger totalement la défense des chômeurs en ne leur laissant d'autres espoirs que d'attendre sagement que des mesures ingénieuses de restructuration puisse résoudre l'épineux problème du plein emploi et de la baisse des coûts de production nécessaire pour assurer l'écoulement des marchandises!

Devant la destruction systématique de tous les principes élémentaires qui doivent régir la défense des licenciés et des chômeurs, que réalise concrètement l'initiative "Un emploi pour tous", nous ne pouvons qu'appeler les prolétaires à refuser de signer l'initiative au nom de la solidarité entre ouvriers actifs et chômeurs et de la nécessité vitale de préparer les conditions pour une défense sur le terrain de classe contre les licenciements et les conséquences matérielles du chômage.

## POUR LA DEFENSE DES LICENCIÉS ET DES CHÔMEURS

Nous reproduisons un extrait de notre plateforme syndicale "Pour des méthodes et des revendications de classe" qui indique avec clarté quels sont les objectifs revendicatifs que doit atteindre la défense contre les licenciements et le chômage et qui doivent tendre à unir les prolétaires actifs et les chômeurs dans une lutte commune.

" Les réduction d'horaire, les licenciements, le chômage (dont les premiers à en souffrir sont les immigrés, les jeunes et les femmes) sont partout à l'ordre du jour. Pour les salariés qui sont touchés, et auxquels on offre du côté syndical et gouvernemental la compensation d'une "garantie de salaire" mythique, les revendications doivent être les suivantes:

- SALAIRE INTEGRAL AUX OUVRIERS LICENCIÉS, entièrement à la charge du patron et de l'Etat, sans limitation de durée.

- SALAIRE INTEGRAL EN CAS DE REDUCTION D'HORAIRE (y compris de réduction des heures supplémentaires obligatoires).

- SALAIRE EGAL AU SALAIRE MINIMUM EN VIGUEUR POUR TOUS LES TRAVAILLEURS A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (jeunes, femmes désirant retravailler après avoir élevé leurs enfants, travailleurs immigrés).

Le salaire intégral doit être étendu aux émigrés de retour de l'étranger et aux frontaliers sans-travail.

(suite en page 6)

POUR LA DEFENSE  
DES LICENCIÉS ET DES CHÔMEURS

(suite de la page 5)

Les revendications énumérées ci-dessus doivent s'accompagner de la riposte des ouvriers non-chômeurs lorsque leurs camarades sont jetés à la rue (expulsion qui n'est d'ailleurs souvent que le prélude à la leur), et doivent se traduire par le mot d'ordre :

- NON AUX LICENCIEMENTS !

Un tel mot d'ordre a valeur de principe en tant qu'il est une indication générale de lutte et un appel à la solidarité de classe. Mais il serait dénaturé si on le transformait en un objectif pratique à atteindre dans n'importe quelle situation et

par n'importe quel moyen. C'est pourquoi la lutte contre les licenciements doit être liée à une dénonciation de l'objectif illusoire de la garantie de l'emploi en régime capitaliste.

Que la pression ouvrière réussisse ou non à empêcher les licenciements, elle doit se prolonger par une solidarité active et organisée des non-chômeurs envers les chômeurs dans chaque épisode et manifestation de la lutte des classes. Cette solidarité est inséparable de la lutte contre les chefs réformistes, qui traitent avec mépris les chômeurs considérés par eux comme des "sous-prolétaires", et contre lesquels il faut revendiquer le

- Droit des chômeurs à rester inscrits au syndicat et à participer à l'action syndicale, aux assemblées et aux grèves. "

empêcher l'implantation d'une centrale. Evidemment les précédents d'Allemagne et d'Autriche sont là pour appuyer cette vision. Malheureusement pour nos ultradémocrates, le capitalisme a ses lois propres de développement et elles s'imposent aux hommes comme des nécessités naturelles. Que dans un Land allemand l'Etat ait instauré un moratoire pour la construction d'une centrale, cela est concevable et l'on pourrait en décrire les causes; que l'Etat autrichien est bloqué par référendum la construction d'une centrale alors qu'à 50 kilomètres de ses frontières venait de s'achever une énorme centrale capable de lui fournir ce dont elle avait besoin suffirait à relativiser la thèse des anti-nucléaires; mais que le capitalisme arrête le développement général du nucléaire voilà qui est inconcevable. Le Capital est voué à consommer toujours plus d'énergies et donc à développer le nucléaire ou à crever. Gageons qu'il ne se laissera pas crever !!!

Vouloir inscrire dans la Constitution d'un Etat bourgeois le principe de l'autolimitation dans son développement économique éphémère, c'est faire figure d'un parfait imbécile dans le meilleur des cas. Car si il suffisait d'un article constitutionnel pour empêcher les abus du Capital, il faudrait y inscrire le principe de "l'extinction du paupérisme le soir après dix heures" et la "fin de l'exploitation de l'homme par l'homme".

Les ultradémocrates sont la pire des races qui puisse sévir dans tous les pores de la société de classes. Toujours à l'affût d'un coup de plume pour embellir l'hidieuse façade mille fois restaurée de l'exploitation du travail salarié, ils ont l'art et la manière de retarder par leur action, toute renaissance d'une activité fondamentalement anti-capitaliste.

Les communistes ne luttent pas contre les centrales nucléaires, ils luttent contre le Capital. Ils n'appellent pas les prolétaires à faire pression sur l'Etat pour qu'il instaure un capitalisme propre, mais les organisent pour démolir la machine étatique bourgeoise. Ils ne luttent pas pour contrôler démocratiquement le nucléaire mais pour instaurer la dictature prolétarienne, prémisses indispensables à la réappropriation par l'espèce humaine de son avenir et de sa survie.

Les communistes n'entendent pas maîtriser la folie productive du Capital en particulier sa boulimie énergétique dont le nucléaire n'est que la conséquence, ils entendent supprimer les catégories mercantiles et bourgeoises du salariat, du marché de l'argent, du bilan d'entreprise etc..

Si demain le nucléaire, par sa fantastique puissance peut être utile à l'espèce humaine, elle ne se privera pas de cet auxiliaire dans une société socialiste où les classes seront abolies et où toutes la production sera tournée vers la satisfaction des besoins humains.

## Ineptie petite-bourgeoise : le contrôle démocratique du nucléaire

Depuis l'accident spectaculaire de Harrisburg en Pennsylvanie, la polémique sur le développement ou non des centrales nucléaires est à nouveau à l'ordre du jour. Débat permanent où s'affrontent pêle-mêle des arguments de toutes sortes, écologiques, pacifistes, passésistes, autogestionnaires anticentralistes enfin.

Mi février encore, le peuple Suisse refusait de justesse l'initiative "Pour un contrôle démocratique du nucléaire". Depuis Harrisburg, il est fréquent d'entendre que si il fallait voter maintenant le peuple aurait accepter l'initiative.

Le nucléaire fait peur par les risques de pollution ou autres nuisances qu'il fait peser sur de larges couches de la population. Lorsque la pollution n'était subie que par le prolétariat qui travaillait dans des conditions d'hygiène désastreuses - et pour cela il suffit de se mettre en mémoire les descriptions d'Engels dans "la situation de la classe laborieuse en Angleterre"- la petite bourgeoisie ne s'en préoccupait guère. Lorsque le Capital assassine quotidiennement dans ses usines ses mines et ses chantiers le petit bourgeois ne s'émeut pas. Lorsque le Capital transformait, et continue de transformer, des paysages entiers en vision d'apocalypse en imposant à des générations entières de prolétaires un mode d'existence infra-humain le petit bourgeois n'était guère inquiet. Mais lorsque le Capital se mit à développer avec sa frénésie habituelle les centrales nucléaires le petit bourgeois se senti menacer dans son intégrité physique. Ainsi donc, le voilà lui aussi menacer par le dével-

loppement abérant du Capital. Ce dernier ne se contente plus de spolier les prolétaires, le voilà qui menace l'humanité entière ? Telles sont les causes qui préparent au débat mené dans certains milieux de la petite bourgeoisie marginalisée.

Comme nous le disions dans "le prolétaire" no 288, "le plus dangereux dans le nucléaire c'est qu'il est aux mains du Capital". Telle est la position des communistes en matière de nucléaire, à cent lieues du passésisme qui rêve d'un retour au rouet, au soc et au boeuf et à cent lieues du publicisme bourgeois qui voit dans le nucléaire la solution pour la survie de l'humanité.

Lutter contre le développement du nucléaire alors que toute l'histoire du mode de production bourgeois est une incessante destruction de richesses naturelles, une course insensée de la production pour la production sans que soit posé les problèmes des besoins réels de l'espèce humaine, est illusoire et défaitiste. Illusoire parce que cette position suppose que le capitalisme puisse exister sans détruire la nature, sans gaspiller le travail humain, défaitiste parcequ'elle détourne la lutte de son véritable sens ; la lutte contre le Capital.

Mais quand dans notre démocratie bénie des groupes se proposent de "contrôler démocratiquement le nucléaire", ils ajoutent aux deux tâches de tous les mouvements anti-nucléaires la tâche suprême du CRETINISME ULTRADEMOCRATIQUE.

Selon eux, le peuple pourrait par simple consultation électorale

# VIE DU PARTI

## Compte rendu de la réunion publique : "Le prolétariat et la guerre"

L'éclatement des contradictions capitalistes qui s'est traduit par une crise de surproduction mondiale agite à nouveau le spectre de la guerre impérialiste générale pour la destruction des forces productives et la redistribution des marchés et zones d'influence. Une telle perspective ne doit pas laisser le prolétariat dans l'indifférence, et il est notre devoir de rappeler dans notre propagande quelle doit être l'attitude du prolétariat international dans la guerre impérialiste.

Le but de la réunion publique était donc de réaffirmer les positions des communistes révolutionnaires, qui furent défendues contre tous les social-chauvins de la IIème Internationale par Lénine et la Gauche zimmerwaldienne en 1915 et dont le fondement réside dans le "défaitisme révolutionnaire".

L'orateur expliqua dans un premier temps que les communistes ne sont pas opposés à la guerre en général, mais que leur attitude face à la guerre dépend de la nature historique du conflit devant lequel se trouve le prolétariat. Le prolétariat, dans le cadre d'une guerre révolutionnaire radicale bourgeoise, peut marcher côte à côte et temporairement avec son futur ennemi de classe dans la mesure où il se trouve confronté à un ennemi commun, les représentants de l'ancien ordre social archaïque, de même qu'il est au côté des peuples opprimés par l'impérialisme qui se battent pour leur libre détermination.

Par contre dans le cadre des guerres nationales que livrent des petits pays capitalistes contre des puissances impérialistes (et l'on peut citer le cas de la Tchécoslovaquie en 68 contre l'URSS), le prolétariat ne prend pas partie pour la petite nation contre la grande, car il n'y a plus rien d'historiquement progressiste dans ce type de guerre nationale qui concerne des nations ayant déjà effectué leur révolution démocratique contre les anciens ordres précapitalistes (type féodal, par exemple) depuis longtemps.

Dans les guerres impérialistes, où voient s'affronter les géants du monde capitaliste,

les prolétaires n'ont évidemment aucun intérêt à défendre les intérêts d'un camp particulier, mais ils ont le devoir de classe de retourner leur fusil contre leur propre Etat (qu'il soit "fasciste" ou "démocratique"), de souhaiter la défaite de leur propre bourgeoisie et d'œuvrer à la fraternisation des prolétaires de toutes nations sur les champs de bataille et de transformer la guerre impérialiste en guerre civile internationale. Telle est l'essence même des principes dégagés par Lénine à l'aube de la première guerre mondiale, lorsque la IIème Internationale courrait se réfugier dans les jupes de la bourgeoisie et votait les crédits de guerre, en Allemagne autant qu'en France, et en Suisse évidemment, et que le reste de l'opportunisme ne savait réclamer autre chose que la paix et l'entente entre les peuples! Telle est aujourd'hui encore la doctrine qui doit guider l'action du prolétariat.

Si la guerre de 14-18 a été marquée par la naissance de la IIIème Internationale Communiste, la révolution russe et la révolution trahie allemande, autant de manifestation profonde de la vitalité des forces politiques et sociales prolétariennes, ainsi que par la déroute de la IIème Internationale, la guerre de 39-45 a pu éclater avec la participation et le consentement total du prolétariat, grâce aux effets dévastateurs sur le mouvement ouvrier de la contre-révolution stalinienne qui fit de la "défense de la Patrie" et de la démocratie contre le fascisme son guide suprême.

De l'adhésion du prolétariat à la défense de son impérialisme contre l'impérialisme de l'autre bloc - adhésion qui le mena au plus grand massacre de l'histoire humaine - l'opportunisme passa sitôt les cartes redistribuées à Yalta à la reconstruction pure et simple de l'économie nationale détruite sous les bombardements; et le nec plus ultra pour les Etats bourgeois fut d'avoir un ministre du travail "communiste" pour forcer les prolétaires à retrousser leurs manches et à accepter les termes d'un pacte de paix sociale absolue.

L'exposé fit une large place aux erreurs de gauche au cours de la première guerre impérialiste, dont celles de Rosa Luxembourgeois qui, toute ardente révolutionnaire qu'elle était, ne put éviter de tomber dans le piège de l'ambiguïté sur la question de la guerre, ambiguïté due à sa fausse compréhension de la question nationale. D'une manière générale et sous diverses nuances, l'erreur de gauche fut de croire en une théorie des stades où la révolution prolétarienne n'existait que comme la trans-croissance de la défense "révolutionnaire" de la Patrie ou de "toute vraie liberté nationale", pour reprendre une expression de Rosa Luxembourgeois.

En conclusion, nous avons examiné dans quelles conditions le prolétariat allait aborder la future 3ème guerre impérialiste et quelles étaient en conséquence les tâches auxquelles devaient s'astreindre les communistes. On peut observer que aujourd'hui, la situation présente certains aspects favorables dont le premier est la perte sensible du pouvoir d'encadrement de l'opportunisme le plus vil que forme les PC nationaux, tel le PCF ou le PCI, sur les masses prolétariennes; alors qu'à la veille de la seconde guerre cette force d'encadrement s'exerçait sans obstacle. L'effritement de cet encadrement ne peut donc que favoriser l'éclosion de mouvements de révolte prolétarienne extra-légale. Il faut aussi noter que les liens avec Moscou, qui se traduisaient il y a quarante ans par l'alignement complet du prolétariat derrière le mot d'ordre de "défense de la patrie du socialisme" et poussaient naturellement la classe ouvrière à combattre, au côté de sa bourgeoisie, l'agresseur de l'URSS, se sont totalement relâchés sous l'action dissolvante du principe chers aux stalinien de l'indépendance des partis social-chauvins (action qui a d'ailleurs aussi dissout la IIIème Internationale, déjà vidée de tout son contenu révolutionnaire, mais dont l'existence comme structure fut assurée par inertie après sa débacle politique).

A cet effritement du contrôle réel de la classe ouvrière par les PC, la bourgeoisie voit s'éloigner la possibilité d'y substituer son arsenal d'amortisseurs sociaux que sont les allocations du chômage et autres assurances sociales, car dans ce domaine aussi la crise accompli son œuvre et ruine l'Etat, le privant ainsi des moyens d'étouffer les luttes immédiates prolétariennes.

(suite en page 8)

## "Le prolétariat et la guerre"

(suite de la page 7)

En 1914, la trahison de la sociale-démocratie, qui pourtant à Bâle en 1912 donnait l'assurance de ne pas participer à la guerre, laissa le prolétariat complètement désarmé et désorganisé politiquement. Il fallut dans le cours même de la guerre - et ce fut là la tâche à laquelle s'attelèrent les bolchéviks - reconstruire tout le mouvement d'opposition révolutionnaire pour redonner aux ouvriers une direction politique conforme aux exigences de la lutte de classe. Cette situation de brutale absence de direction ne peut évidemment se reproduire, car aucune organisation ouvrière de masse ne défend, même sur cette seule question, un programme internationaliste; toutes ont trahi la cause prolétarienne depuis belle lurette.

Le prolétariat, s'il possède au travers de notre organisation les principes qui doivent régir son action de classe dans la guerre impérialiste (principes qui ont fait imprévisiblement défaut aux prolétaires en 1914 à la suite de la trahison des partis de la IIème Internationale), se trouve aujourd'hui devant le vide laissé par l'absence d'un parti communiste mondial (que représentait dès 1919 la IIIème IC) capable de diriger réellement les masses. Cette situation pose à notre parti, aux forces matérielles encore modestes, mais seul à défendre l'ensemble du patrimoine doctrinal marxiste, des tâches matérielles immenses et pose la question de l'orientation

à donner au travail de préparation à entreprendre au sein de la classe ouvrière, travail où la propagande tient une place importante mais ne suffit pas à l'action du parti.

Lorsque la classe ouvrière se convertit à l'Union Sacrée avec sa bourgeoisie dans les guerres impérialistes, ce n'est jamais par adhésion raisonnée à un idéal; fût-il ultra bourgeois, mais en fonction de l'habitude prise d'identifier ses intérêts avec ceux du Capital, poussée en cela par l'opportunisme et des forces matérielles précises. Cette force de l'habitude se crée au niveau le plus immédiat de la vie et de la lutte des ouvriers, elle se forge dans la solidarité entre ouvriers et entreprise, où les intérêts des travailleurs sont faussement assimilés à ceux du Capital. Outre la propagande antimilitariste pure et l'action immédiate du parti dans les organisations de soldats, nos tâches sont donc de briser à chaque occasion de lutte les liens de solidarité qui unissent ouvriers et entreprise, de détruire donc le chauvinisme de boîte, et à plus forte raison de combattre la défense de l'économie régionale ou nationale.

Contre la guerre impérialiste, nous n'avons que les mots d'ordre:

- DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE!
- TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPERIALISTE EN GUERRE CIVILE INTERNATIONALE DU PROLETARIAT CONTRE SA BOURGEOISIE!

### Compte rendu de la réunion publique :

## "La nature bourgeoise des Etats belligérants explique le conflit en Indochine"

Le rapport c'est avant tout limité aux questions de principes. Après avoir rappelé les diverses positions sur le conflit, en montrant qu'elles se situaient toutes sur le terrain du démocratisme abstrait, le rapport montra que toutes ces positions partaient du présupposé faux qu'au moins l'un des deux camps était socialiste.

La réunion dû donc s'atteler à la tâche de redéfinir les points cardinaux de la doctrine marxiste. Dans un premier point remettre à jour la doctrine marxiste de l'Etat en se référant au texte de Lenine "l'Etat et

la révolution". Puis il fallut donner les critères qui permettent de montrer quelle est la nature d'un Etat.

Et pour cela, nous avons montré toute la force de la méthode dialectique du marxisme qui ne se contente pas d'analyser les faits de manière synchronique, mais dans leur mouvement. C'est le mouvement dans lequel se meut l'Etat qui permet de dire avec certitude quel en est sa nature : Etat qui lutte pour le développement de l'économie nationale dans la perspective de la grandeur

## Soutenez la presse du Parti

Diffusez-la !  
Abonnez-vous !

nationale ou Etat qui lutte pour le démantèlement du capitalisme. On a montré quelle était la politique d'un Lenine lorsqu'il subordonnait les tâches nécessaires de développement économiques russes à la question fondamentale du renforcement du pouvoir des bolchéviks. Et c'est bien là la seule vision communiste conséquente en matière de développement économique.

Le rapport insista longuement sur le critère fondamental de la "politique extérieure". En effet c'est dans ce domaine que se révèle avec le plus d'éclats le fossé qui sépare Etat bourgeois et Etat prolétarien. C'est en politique extérieure qu'un Etat montre vers quoi il tend ses efforts: ou bien il défend le principe de la "coexistence pacifique" ou bien il défend le principe de la lutte internationale du prolétariat contre tous les Etats bourgeois, et le rapport montra qu'il fallait interpréter la création de l'IC en 1919 comme une déclaration de guerre à l'ensemble des Etats bourgeois. Ou bien l'Etat appuie certaines luttes de "peuples de couleur" parcequ'elles s'intègrent dans le plan de défense de ses propres intérêts nationaux ou bien il appuie tous les mouvements nationaux d'émancipation dans leur lutte commune avec le prolétariat contre l'ordre impérialiste mondial.

Puis le rapport donna une définition précise de ce que le marxisme appelle, ETAT CAPITALISTE, ETAT PROLETARIEN, SOCIALISME. Il indiqua notamment que l'Etat capitaliste était l'Etat, la trique comme disait Lenine, chargé de développer, maintenir pour reproduire la dictature du Capital sur le Travail, c'est à dire la contrainte chargée de reproduire le rapport social spécifique au capitalisme : le SALARIAT.

En définissant l'Etat prolétarien le rapport insista sur le fait qu'en matière économique la marge de manoeuvre est très étroite et qu'elle est constituée par toute une série de conditions internes au Pays lui-même - niveau de développement atteint par les forces productives, types de production en présence, classes en présences etc... - et externes - rapport des forces entre les classes au niveau mondial. Le rapport montra que seule l'analyse capable de cerner la direction du mouvement historique permettait de définir si l'Etat est bourgeois ou prolétarien. Le programme économique n'indique que peu de choses. Cependant le rapport insista sur le fait fondamental que la TACHE DE L'ETAT

PROLETARIEN réside dans ses interventions despotiques dans les rapports de production bourgeois pour que se dégagent naturellement les nouveaux rapports humains, ceux du socialisme. Là est son but avoué, même si pour des raisons contingentes ses tâches premières semblent aller dans un autre sens.

Enfin le rapport fit l'effort de redéfinir le socialisme comme la SOCIÉTÉ SANS CLASSE donc sans Etat, sans MARCHÉ donc sans argent.

Dans cette société la production des biens se fait selon un plan mondial rationnel, dans le but de satisfaire les besoins réels de l'humanité et la distribution se fait selon un mode non mercantile où dans un premier stade - stade du communisme inférieur ou socialisme - la distribution est contingente, en raison de la capacité productive générale de la société marquée encore par les stigmates de l'ancienne société bourgeoise et s'opère suivant le principe de "à chacun selon son travail" - survivance du droit bourgeois dit Marx dans la "critique du programme de Gotha" - et dans un deuxième stade où la distribution se fait selon le principe de "à chacun selon ses besoins" - stade du communisme supérieur ou communisme -, rendu possible par la transformation générale des modes d'existence et où les nouvelles générations élevées dans une ambiance non-mercantile auront appris à penser en terme d'espèce et non en terme d'individu autonome.

La seconde partie du rapport s'attacha à démontrer que les révolutions chinoises et indochinoises ne pouvait avoir qu'un contenu et

un horizon bourgeois. Le rapport fit un rappel des positions marxistes sur la question des révolutions démocratiques, dans lesquelles les communistes ont toujours reconnu un pas vers la révolution socialiste, contrairement à ce que pensent les indifférentistes. Mais évidemment, le rapport insista sur le fait que les communistes ont leur propre horizon à la révolution démocratique bourgeoise : LA REVOLUTION EN PERMANENCE. Le rapport cita à ce propos des extraits de "l'adresse du CC à la ligue des communistes" de Marx en 1850, où se trouve parfaitement exprimée la vision dialectique du marxisme sur la nécessité de la transcroissance de la révolution démocratique en révolution prolétarienne.

Puis le rapport montra que la REVOLUTION DOUBLE est la transcroissance de la révolution démocratique en révolution prolétarienne. C'est la révolution dans un pays dont l'état économique impose des tâches immédiatement bourgeoises - telles que la lutte contre les anciens mode de production, le développement et la généralisation de la grande industrie et du travail associé notamment à la campagne - et qui voit le prolétariat uni derrière son Parti prendre le pouvoir.

Mais le rapport, en s'appuyant sur des exemples tirés de la révolution bolchévique, montra que pour Lenine il était inconcevable de "construire le socialisme en Russie" même si le prolétariat imposait sa dictature. Pour lui, il était clair que la solution de la révolution en Russie ne pouvait être que dans la révolution

prolétarienne dans les pays de l'Europe capitaliste développée, en particulier en Allemagne. Alors, selon la puissante vision de Lenine étaient réunies les conditions historiques qui auraient permis au prolétariat russe, grâce à la solidarité matérielle apportée par le prolétariat vainqueur dans les pays avancés, de franchir rapidement la nécessaire période de développement des forces productives en vue de résoudre la difficile question des rapports entre la ville et la campagne.

Le rapport montra tout l'abîme qui existait entre cette puissante vision dialectique du marxisme où tout le cours de la révolution est subordonné aux tâches politiques du prolétariat et de son organe le Parti de classe dont l'indépendance politique et organisationnelle sont les CONDITIONS INDISPENSABLES à toute lutte historique, et la vision gradualiste d'un Staline ou d'un Mao, qui substituèrent à la REVOLUTION EN PERMANENCE dans les pays arriérés, la révolution par étapes, elle même formulée pour la première fois par le très distingué révolutionnaire bourgeois chinois : le Dr Sun-Yat-Sen. Enfermer la révolution dans un série d'étapes obligées ce n'est rien moins que de la limiter à son horizon bourgeois. En enfermant dans ces limites nationales la révolution des pays arriérés, le stalinisme trahissait un siècle de luttes communistes internationalistes.

Enfin, le rapport se termina par la définition de la nature des révolutions chinoises et indochinoises, en montrant qu'elles s'étaient déroulées dans un contexte de contre-révolution mondiale, d'absence totale du prolétariat de la scène historique, et rapport conclua sur l'horizon nécessairement bourgeois de ces révolutions et donc des Etats auxquelles elles donnèrent naissance.

Le rapport concluait enfin sur le fait que tous les rapports antagoniques entre les Etats chinois et indochinois trouvaient une explication logique si nous les considérons comme des Etats bourgeois, défendant des intérêts nationaux, intérêts eux-mêmes liés aux intérêts impérialistes qui s'affrontent depuis le second après-guerre.

## réunion publique :

En France se déroule depuis 5 ans une lutte exemplaire dans les foyers d'immigrés de la SONACOTRA. Partie spontanément sous la poussée des faits matériels, - lutte contre les augmentations de loyers et contre les règlements disciplinaires de type militaire des foyers - cette lutte s'est trouvée en butte à tout l'arsenal des forces bourgeoises, de l'Etat à l'opportunisme.

Au fur et à mesure de son développement cette lutte s'est renforcée sur les principes de la lutte de classe intransigeante en revendiquant :  
- l'indépendance du mouvement vis à vis des partis opportunistes des syndicats et de l'Etat  
- l'unité ouvrière par delà les barrières de nationalités.  
Ayant cherché désespérément à tisser des liens avec les ouvriers français, ce généreux mouvement de classe semble aujourd'hui devoir succomber sous les coups répétés qu'il a reçu depuis sa naissance.

Notre Parti en France s'engagea dans le soutien à cette lutte au maximum de ces capacités, car il y voyait l'amorce pour la renaissance d'un mouvement de classe indépendant,

Le travail fourni par nos camarades dans le soutien ont amené la coordination nationale des foyers en lutte à considérer notre Parti comme la seule organisation soutenant la lutte réellement.

Aujourd'hui l'Etat semble vouloir en finir avec une lutte qui n'est contrôlée, ni par les Partis de gauche, ni par les organisations syndicales traditionnelles.

Dans le but de faire connaître ce magnifique mouvement de lutte, nous organisons une réunion publique sur le thème :

LES LECONS DE LA LUTTE DES FOYERS SONACOTRA :

### REUNION PUBLIQUE

"Les leçons de la lutte des foyers Sonacotra"

Samedi 9 juin 1979

à  
Genève

(la salle sera indiquée dans les prochains numéros du journal "Le Prolétaire")

## Brochures

### « Le Prolétaire »

- Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (4 F)
- La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (\*)
- Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Prolétaire »

(\*) Disponible en français et en arabe.

# Le IVème Congrès de la LMR confirme : Le centrisme est la queue du réformisme

Le IVème Congrès de la LMR (juillet 78) a redonné un nouvel élan à la tactique du "Front Unique Ouvrier", défini par cette organisation comme l'union de tous les partis et syndicats prétendument ouvrier, du PS à "l'extrême gauche", par l'adoption d'une résolution soulevant l'urgence d'établir avec les organisations "de gauche" de l'hémicycle parlementaire (PSS, PdT) et les organisations syndicales officielles des liens étroits dans la défense de programmes d'action divers.

Le perpétuel bavardage des trotskistes sur la possibilité pour le prolétariat de retrouver son "indépendance de classe" (car c'est là l'objectif visé) dans une union avec les représentants d'intérêts purement nationaux-bourgeois nous oblige à rappeler ce que fut en réalité la tactique du "Front Unique" adoptée par le IIIème Congrès de l'Internationale Communiste en 1921, quelles furent les critiques adressées par la Gauche italienne (dont notre parti est issu) à une définition floue que l'IC donnait à cette tactique et qu'elles furent les conséquences pour la classe ouvrière d'un Front Unique mal interprété et qui pris rapidement l'allure d'une unité par principe et à n'importe quel prix avec l'opportunisme, alors qu'elle devait servir à démasquer les partis atteint par la pourriture du réformisme et du social-chauvinisme en leur proposant une unité d'action sur des revendications immédiates qu'ils ne pouvaient que refuser. Ce refus escompté devait alors permettre aux communistes de montrer concrètement de quel côté de la barrière de classe les "socialistes" de tout crin se trouvaient.

\* \* \* \* \*

## Le front unique dans la conception communiste

La tactique du Front Unique, telle qu'elle fut défendue et appliquée par la Gauche italienne, était comprise comme une action commune et unitaire sur le terrain de classe des masses prolétariennes contre leur ennemi, le Capital, sur un programme de revendications et de défense immédiates, et dans la perspective d'amener le prolétariat à l'unité derrière son parti de classe dans l'action révolutionnaire contre l'Etat.

Cette nécessaire union devait dans l'immédiat permettre au prolétariat de briser ses divisions intestines que le Capital multiplie par ses rapports de production et qui sont une entrave à l'unité des ouvriers dans la lutte. Ces divisions, entretenues et exacerbées par l'opportunisme, ne peuvent être dépassées que par l'union dans la lutte sur une base commune de revendications de classe dépassant le cadre des revendications catégorielles. A ces divisions les communistes doivent opposer une tactique tendant à réaliser le plus

large front ouvrier à la base, et c'est cela que l'IC dénomme le Front Unique.

Cette tactique de Front Unique ne limitait pas son ambition à la défense immédiate des prolétaires - une telle limitation reviendrait à saboter toute possibilité d'extension des luttes sur le plan politique - mais avait comme objectif de donner à la classe ouvrière les conditions nécessaires à la transformation de la lutte à caractère immédiat en une lutte pour la prise du pouvoir. Souder le prolétariat en un bloc de classe unique pour briser la machine d'Etat passe nécessairement par l'unification des prolétaires dans leurs luttes partielles.

Lorsque la Gauche italienne adopta la tactique du Front Unique en 1921, il ne s'agissait pas pour elle de prôner une alliance électorale avec les organisations politiques opportunistes qui avaient trahi la classe ouvrière au cours de la 1ère guerre mondiale en la faisant

participer à la politique impérialiste au côté de leur bourgeoisie, mais de faire face aux attaques de la bourgeoisie sur les conditions de vie des ouvriers par une riposte unitaire sur le plan syndical dans la lutte directe de la classe. Cette tactique se matérialisait en appelant les trois centrales syndicales existantes (CML, USI, SF) à se fondre en une organisation unique, à unir les différentes luttes catégorielles sur une base commune à l'ensemble des prolétaires, à défendre les moyens d'action directs et à former des noyaux communistes dans les syndicats dont la tâche étaient d'y fournir la courroie de transmission du parti.

Quant à la IIIème IC, son erreur fut de donner une définition trop souple à la tactique de Front Unique. Elle était en cela inspirée de l'expérience russe où les bolchéviks pour convaincre les masses de la nature contre-révolutionnaire des partis démocratiques petits-bourgeois pouvaient, dans le cadre de la lutte contre l'Etat autocratique, appeler ces derniers à une alliance, convaincus que l'inévitabilité de leur refus d'engager une action révolutionnaire commune les démasquerait aux yeux des prolétaires et surtout des paysans pauvres. Mais cette expérience acceptable en Russie où les conditions particulières de la révolution double (démocratique dans ses tâches immédiates et prolétarienne dans sa direction politique) rendait la situation confuse sur le plan politique au regard des masses - il faut en effet se rendre compte que dans l'Etat russe tsariste même les partis radicaux démocratiques de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie avaient un rôle révolutionnaire à jouer face aux archaïsmes de l'autocratie - et où le parti de Lénine, soudé par un programme politique fondé sur des bases authentiquement marxistes, pouvait exercer une tactique "souple" et audacieuse sans craindre de se voir dilué par la compromission dans les actions qu'il entreprenait.

Mais cette tactique reportée en Europe, où les partis communistes venait à peine de se former et n'étaient pas encore détachés des déformations centristes ou anarcho-syndicalistes, représentait un réel danger de déviation, car de moyen de persuasion qu'elle pouvait avoir en certaines circonstances - en certaines circonstance seulement et non pas à tout moment - elle ne pouvait devenir dans les mains de ces partis dont l'adhésion à l'IC relevait plus de la sympathie platonique pour la ré-

volution russe que de la réelle assimilation du programme communiste révolutionnaire et des tâches théoriques et pratiques qu'il impliquait en Europe, qu'une absolue nécessité d'union hétérogène entre organisations de partis et donc qu'un boulet de plus à traîner pour la réalisation de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

D'autre part si la situation de révolution double en Russie imposait aux bolchéviks de démontrer par les faits aux ouvriers que les révolutionnaires petits-bourgeois s'opposaient aux intérêts de la révolution prolétarienne, la situation de révolution pure en Occident - où la révolution bourgeoise contre les arriérations du féodalisme était effectuée généralement depuis près d'un siècle - devait permettre une tactique plus directe évitant toute confusion au sein des masses sur la nature réelle des partis. Il n'était ainsi pas à démontrer la trahison des sociaux-démocrates par le biais d'appel à l'union, car l'opportunisme non seulement ne représentait aucune force révolutionnaire objective (comme les socialistes révolutionnaires représentaient, dans le cadre de la révolution double, les petits-bourgeois radicaux), mais avait démontré, dans son attitude sociale-chauvine au cours de la guerre impérialiste et dans son action dissolvante dans les luttes quotidiennes de défense des prolétaires, toute l'étendue de ses trahisons.

Si pour les bolchéviks il était une certitude que l'opportunisme, appelé à une action commune de classe, préférerait mille fois s'allier à la bourgeoisie plutôt qu'aux représentants des intérêts historiques du prolétariat, il était une autre certitude pour la Gauche italienne, qui connaissait parfaitement la versatilité des jeunes sections de l'IC, que la faiblesse politique et le contour programmatique extrêmement flou des sections européennes les amèneraient tôt ou tard (et en réalité très tôt!) à se dévoyer de la juste ligne tactique pour glisser sûrement vers une politique de front interclassiste. Ce danger fut malheureusement sous-estimé par la III<sup>ème</sup> Internationale, et la suite de l'histoire montra que se fut justement l'indétermination, le besoin impérieux du compromis, les tendances aux interprétations localistes (la situation nationale étant toujours représentée comme un cas à part, nécessitant une politique à part!), autant d'attitudes non communistes, qui l'emportèrent sur la rigueur tactique et la ferme délimitation des principes

que les communistes à la direction de l'IC tentèrent d'imposer aux sections nationales.

La défense de la tactique du Front Unique ne pouvait avoir de sens que si elle permettait réellement d'arracher les grandes masses ouvrières à l'influence paralysante de la sociale-démocratie et du centrisme hésitant, donc que si elle se plaçait sur un terrain purement syndical, où il est effectivement possible d'appeler l'ensemble des prolétaires - quelque soit leur appartenance politique, syndicale ou même religieuse - à une action commune de classe et d'entraîner les communistes à la direction des organismes prolétariens de masse. L'alliance hybride avec d'autres organisations politiques vendues aux intérêts de la Nation et du Capital ne pouvait que rendre plus difficile la réalisation d'une claire indépendance de classe.

Dans l'introduction des "Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome-1922)" (\*), nous expliquons que pour l'IC cette tactique du Front Unique dont le but exclusif était de démasquer l'opportunisme sur le terrain de la lutte, car la seule propagande ne peut convaincre que les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, était rigoureusement conditionnée par l'exigence pour le Parti - et donc pour la classe - de garder toute son indépendance, mais que ce souci d'indépendance ne suffisait pas à vaincre la réalité qui faisait apparaître au prolétariat la possibilité de construire un pont entre les communistes et l'opportunisme et qui en conséquence détruisait les limites déterminant l'indépendance de classe.

"Il est vrai, disions-nous, que les thèses de l'Internationale insistaient sur le maintien de l'indépendance absolue du parti comme condition préjudicielle du front unique politique; mais l'"indépendance" n'est pas une catégorie métaphysique : c'est un fait réel, qu'on détruit non seulement - hypothèse extrême - par la constitution de comités d'action mixtes ou d'alliance parlementaires (et nous ne parlons pas des alliances gouvernementales, qui seront réclamées par la suite), mais aussi - hypothèse plus modérée - par le lancement de propositions d'actions communes dont on est sûr au départ qu'elles seront repoussées et pourront donc être utilisées pour démasquer l'ennemi. On détruit l'"indépendance" du parti même dans le dernier cas, parce qu'on obscurcit aux yeux des prolétaires la vision clai-

re de l'abîme qui sépare la voie réformiste et la voie révolutionnaire, la démocratie légalitaire et la dictature du prolétariat, abîme dont nous avons toujours affirmé l'existence et qui justifie précisément notre existence en tant que parti, puisqu'il n'est rien d'autre que l'abîme qui nous sépare de tous les autres. Il

est vain et antimarxiste de prétendre que de telles manœuvres nous sont permises et que nous pouvons être sûrs d'en sortir tels que nous étions auparavant parce que nous sommes, nous, des communistes trempés par un dur combat et possédant un programme immuable. Ceci n'est pas forcément vrai pour nous, car nous sommes non seulement un facteur mais un produit de l'histoire: nous manions d'une main sûre l'instrument de la tactique, mais nous sommes aussi conditionné par lui, et donc conditionné négativement si nous l'utilisons dans un sens qui contredit notre objectif final. Mais c'est encore moins vrai pour les masses qui nous suivent, où commence à nous suivre, précisément parce que nous leur indiquons une voie diamétralement opposée à celle de nos prétendus "frères" ou "cousins"; c'est cette même voie qu'elle doivent nous voir toujours suivre, et non des chemins même apparemment "équivalents". Ce ne sont pas nos intentions mais nos actes qui nous gagnent les sympathies de couches prolétariennes qui ne sont pas encore formellement "acquises". Or, tendre la main à des partis que nous avons toujours dénoncés publiquement, les inviter à une action qui dépasse inévitablement le cadre de la défense des conditions de vie des prolétaires pour mettre en cause la question de l'Etat, de notre position face à celui-ci et aux forces de classe en présence, est un acte purement désastreux. Il détruit en effet l'autonomie véritable que nous avons eue tant de mal à obtenir, en provoquant dans nos rangs et parmi les masses des confusions et des errements qui rendront plus difficile le passage à la lutte antilégalitaire pour la conquête du pouvoir. Dans notre formule tactique, front syndical et opposition politique incessante vis-à-vis du gouvernement et de tous les partis légaux sont deux termes parfaitement compatibles: in-

(suite en p. 12)

(\*) voir "Défense de la continuité du programme communiste", éd. programme communiste.

(suite de la p. 11)

" tentions mises à part, pouvait-on en dire autant du front uni-que que politique?"

Il est absolument nécessaire de rappeler à ceux qui défendent aujourd'hui une pratique purement frontiste en affirmant que la force et l'indépendance de la classe ouvrière résident dans le coude à coude de toutes les organisations politiques et syndicales, pourvu qu'elles s'affublent de l'étiquette douteuse de "socialistes", que vis-à-vis des organisations politiques traîtres, la III<sup>ème</sup> IC n'avait - au moment même où elle élaborait cette tactique - aucune illusion sur la possibilité d'action commune avec l'opportunisme et estimait avec Lénine que le meilleur contexte pour la défense du prolétariat était le refus d'union de l'opportunisme. L'appel au Front Unique lorsqu'il était lancé à l'opportunisme n'avait en effet qu'un seul but: démontrer à la classe ouvrière que seuls les communistes étaient les véritables représentants des ouvriers, que seuls ils pouvaient prétendre prendre la direction des mouvements de lutte sans trahir, sans se compromettre, sans chercher à tout prix la formule magique conciliant les intérêts des classes ennemies. Ce que devint cette tactique, nous l'avons dit, fut bien autre chose lorsqu'elle fut mise "au goût du jour" par les adhérents occidentaux, dont la présence à l'IC était une duperie. Elle devint en fin de compte, aux mains de ces partis informes et vacillants dans leurs principes politiques, ce que la Gauche craignait, à savoir une entrave à la claire définition des rapports entre classes ennemies dans les luttes sociales, une chape de plomb pour l'avenir du mouvement ouvrier.

Mais si cette tactique - à partir de la définition élastique de l'IC - a pris rapidement le fond et la forme des fronts populaires, ce n'est pas fortuit. En effet, si les bolchéviks pouvaient se permettre de prôner pour l'IC une tactique consistant à appeler pour une action commune certains courants d'avec lesquels elle s'était séparée sur la base des 21 conditions d'admission, c'est qu'ils savaient pertinemment que jamais leurs adversaires n'accepteraient leur demande, car les buts et les méthodes d'action des communistes ne pouvaient en aucune manière se concilier avec ceux de l'opportunisme. Alors que si le Front Unique pris une signification propre à la collaboration de classe, c'est bien parce que les buts et les méthodes des prétendus communistes pouvaient facile-

ment s'accommoder avec les perspectives de défense de l'Etat de la sociale-démocratie traditionnelle et qu'ils n'y avait entre ces organisations aucun abîme de classe réel.

Et aujourd'hui c'est bien parce que rien ne sépare fondamentalement l'opportunisme droitier d'avec le centrisme d'organisation telle la LMR, que ces dernières trouvent habile et original d'un point de vue non plus seulement tactique mais principal, de réclamer la cartellisation et le front commun au niveau des organes politiques et syndicaux pourris par la collaboration directe de classe, à chaque occasion et pour toute circonstance.

Le Front Unique syndical défendu par la Gauche italienne et qui consistait en 1921 à réclamer l'union des centrales syndicales en un seul syndicat de classe, n'a évidemment pas une valeur intemporelle. Il ne nous viendrait pas à l'esprit aujourd'hui de réclamer une quelconque unité entre syndicats, car l'unité n'a un sens pour la lutte de classe que si elle est cimentée par un programme de défense se basant sur un terrain de classe tant au niveau des revendications qu'au niveau des méthodes de lutte, qui toutes deux doivent préparer le prolétariat à assumer les nécessités de la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Le Front Unique syndical était par contre effectivement applicable dans une situation comme celle que connaissait l'Italie en 1921, situation d'une intense agitation sociale dans les cités industrielles et les campagnes, et où les ouvriers agissaient dans leurs luttes immédiates sur le terrain qui leur est propre. Les formidables poussées ouvrières obligeaient alors les directions syndicales à se discipliner à ce mouvement sous peine de se voir rejeter par celui-ci. L'appel de la Gauche italienne aux organisations syndicales plaçait donc celles-ci devant l'immense responsabilité de repousser cette union et donc de révéler de manière éclatante la réelle division des rangs ouvriers qu'elles souhaitaient maintenir.

Aujourd'hui elle n'a évidemment pas la même portée et il ne s'agit guère lorsque nous agissons le mot d'ordre de Front Unique que de trouver un impact dans de minces groupes d'ouvriers, pour la réalisations d'objectifs immédiats, sans poser aux regroupements qui peuvent se former de préalables politiques, mais en plaçant l'action sur un terrain réel de rupture avec les méthodes et objectifs immédiats de l'opportunisme syndical.

Quant à l'"union défensive" que réclame la LMR à grands cris, elle n'est qu'un leurre de plus servant à cacher en réalité le désarmement du prolétariat face aux pressions quotidiennes du Capital pour arracher toujours plus de richesses de l'exploitation de la force de travail, et à faire ignorer aux ouvriers le chemin qui doit les conduire à la réappropriation de leurs armes de classe et la nature irrémédiablement bourgeoise des piliers de la démocratie, PSS et PST.

Après avoir fait ces quelques rappels historiques sur la question du Front Unique, nous aborderons plus spécifiquement dans la seconde partie de cet article (à paraître dans le prochain "Supplément"), la question du "front uni défensif" prôné par la LMR lors de son dernier Congrès, et nous montrerons que le démocratisme vulgaire de cette organisation ne peut provoquer qu'une totale cécité face aux leçons de l'histoire, et particulièrement face aux leçons qu'il faut tirer de la rapide dégenérescence de la tactique du Front Unique de l'IC.

(à suivre)

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

Elle contient l'article du même titre paru dans notre revue en 1960 pour démolir la mystification de l'antifascisme démocratique et ses justifications « anti-antisémites » en mettant à nu la racine de l'extermination des Juifs, le capitalisme impérialiste dont la forme démocratique n'a rien à envier au fascisme ; car la démocratie, elle, a porté l'extermination des masses colonisées à son comble, mais a su la couvrir de la plus immonde hypocrisie.

Ce texte est précédé d'une introduction expliquant les causes de la campagne « anti-antisémite » actuelle, notamment la préparation psychologique du camp impérialiste anti-russe sans parler de l'excellente couverture que cette campagne donne au racisme dont sont victimes les prolétaires étrangers, maghrébins en premier lieu.

Militants, sympathisants, lecteurs, cette brochure est une arme de lutte ! Diffusez-la largement ! Passez commande au « Prolétaire ».

24 pages, Prix : 3 F

# OCDR: MISERE DU MAOISME

## L'Union Démocratique

Après avoir examiné dans les numéros 12 et 13 du "Supplément", les positions de l'Organisation Communiste le Drapeau Rouge (DR) sur les questions de la politique syndicale et du Parti, nous avons publié dans le numéro 15 la première partie d'un chapitre consacrée aux élucubrations populistes et démocratiques de DR sur sa stratégie d'"Union Démocratique".

La critique que nous adressons à DR, sur la base du texte "documents politiques du Congrès de fondation de l'OCDR", d'où sont tirées toutes les citations, ne vise pas seulement cette formation politique, mais aussi toutes celles qui ont adopté le même tronc théorique et politique, à savoir "Kommunistische Organisation Arbeiter politik" et "Kommunistischer Bund", et qui ont aujourd'hui fusionné en une seule organisation nationale, l'OCS, Organisation Communiste Suisse.

## L'UTILISATION DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

### L'erreur avant-gardiste

" L'erreur avant-gardiste conduit à ce que la réappropriation des principes de Marx et de Lénine sur l'Etat par les masses elles-mêmes, se ramène à de la phraséologie révolutionnaire dont on les arrose avec insistance, sans être capable de les organiser directement et concrètement, sans être capable de faire avec elles et dans l'expérience même de leur lutte actuelle contre l'Etat, les pratiques nécessaires à la réappropriation par les masses des principes marxistes-léninistes. (souligné par nous) Cette erreur se traduit par le refus d'utiliser les instruments de la démocratie bourgeoise, car ce sont les instruments à l'aide desquels la bourgeoisie trompe les masses. Or l'utilisation de ces instruments par les communistes est justement nécessaire pour révéler aux masses dans la pratique et non par la phrase révolutionnaire, et spécialement aux masses arriérées, trompées par la bourgeoisie, le véritable caractère de cet Etat. (souligné par DR)" (p. 88)

Mise à part la lourdeur de la phrase qui en rend le sens peu clair, nous faisons simplement la remarque suivante.

Jamais les communistes n'ont eu la prétention de faire assimiler les principes marxistes aux masses. Affirmer une telle chose, c'est avoir une vision idéologique de la révolution. C'est concevoir la révolution non comme un processus matériel qui met en branle les classes, sous la poussée des faits, mais un processus idéal où les masses sont frappées par la grâce des principes marxistes.

La remarque est d'autant plus amusante que DR, reproche aux auteurs de l'erreur avant-gardiste de prêcher dans le désert. Mais que dire d'une conception de la révolution qui pose comme postulat l'appropriation par les masses des principes communistes. Si ce n'est pas du prêche, c'est tout au moins de l'apostolat....

En réalité, les marxistes, en bons matérialistes, savent que la révolution sera à l'ordre du jour lorsque toutes les possibilités du réformisme n'auront plus de prise sur la grande masse des prolétaires. Mais pour que le saut qualitatif qu'est la prise du pouvoir ait lieu,

il faut organiser l'organe qui va la diriger: le Parti. Et c'est pourquoi, contrairement aux affirmations de DR, dès aujourd'hui les communistes doivent partout et en toute occasion relier les luttes partielles à la nécessité d'abattre le régime bourgeois. C'est par cette propagande incessante et par le travail du Parti dans les luttes immédiates que se renforce le parti de classe. Et les communistes savent bien ainsi que même après la prise du pouvoir, la grande masse est encore imprégnée d'idéologie bourgeoise; c'est pourquoi le Parti ne rassemble qu'une partie du prolétariat, celle qui a adhéré aux principes du communisme. Ce n'est que plus tard lorsque s'étendra la lutte des classes, que la masse, soustraite aux pressions de la bourgeoisie, adhérera pleinement à la vision marxiste de développement des sociétés humaines.

Ceci pour la première phrase.

Beaucoup plus grave est la seconde partie qui affirme la nécessité d'utiliser le moyen de la démocratie, au nom de la démonstration pratique !

Premièrement, la bourgeoisie ne trompe pas les masses, seulement en viciant les instruments de la démocratie, comme c'est régulièrement le cas pour ce qui concerne la politique économique de l'Etat, où celui-ci passe outre à toute décision populaire en édictant arrêté d'urgence ou autre astuce démocratique, ainsi que le constate DR de même que la gauche du PS et tous les pleurnicheurs d'une démocratie propre, mais elle les trompe surtout en les illusionnant sur l'utilisation de ces instruments, alors qu'elle a en main tous les moyens de passer outre, y compris la force de ses polices et de ses corps de mercenaires.

Et que propose DR ? de démystifier la démocratie bourgeoise, par une propagande qui démontre le caractère illusoire de ces instruments, et prouve que seule l'organisation des prolétaires dans la solidarité la plus large, peut être un gage de succès ?

Non, DR ne veut pas de cette propagande, il préfère la démonstration concrète par l'enrôlement du prolétariat à la farce démocratique. Et comment avec ses moyens DR va-t-il prouver que ce sont eux qui enchaînent les prolétaires au char de la démocratie ? La suite nous le révélera.

(suite en page 14)

(suite de la p. 13)

## A la remorque des masses

Pour les maoïstes, qui osent se revendiquer de Marx et Lénine, le nec plus ultra de la tactique communiste est de ne point en avoir et d'adopter celle prise spontanément par les "masses", ce qui revient à accepter en toute circonstance que le prolétariat se mette systématiquement à la remorque des classes petites-bourgeoises :

" Dans la lutte contre l'Etat et le gouvernement, les communistes doivent partir de la situation concrète de la lutte de classe en Suisse, du niveau de conscience réel des masses, du lien concret que l'O.C. a aujourd'hui avec les masses. La première tâche des communistes est de se lier aux mouvements des masses contre l'Etat, d'en accepter les formes spontanées, souvent démocratistes et assembléistes, d'en comprendre l'idéologie nécessairement bourgeoise, tant que la direction politique n'est pas assumée par les communistes, d'en pratiquer les erreurs (!!!) pour être à même de les critiquer et d'élever ainsi le niveau de conscience des masses". (p. 90-91)

Cette citation est particulièrement révélatrice des conceptions du travail politique selon DR. Au parti guide de la conception marxiste, on substitue le "parti filtre", le "parti pédagogique".

Relevons une fois de plus la surestimation du mouvement de masse par DR, mouvement défini par sa lutte contre l'Etat. Une chose caractéristique, au lieu de parler du terrain de lutte, ce qui est fondamental pour tout communiste, DR parle "d'idéologie nécessairement bourgeoise", comme si cela était la cause unique de la faiblesse du mouvement. Ne pas parler du terrain de lutte (de classe ou démocratique) c'est tout simplement oublier l'essentiel. Autant les communistes, chaque fois qu'ils en ont la force porteront en avant dans ces mouvements les solutions communistes, lorsque le mouvement se situe sur un ter-

rain de lutte de classe, autant ils dénonceront les terrains de lutte démocratique qui ne peuvent en aucun cas favoriser la rupture des masses avec les illusions démocratiques. Car enfin, pour les communistes, toute la question est là: ou les masses rompent avec le cercle infernal des institutions démocratiques et portent en avant leurs moyens et leurs méthodes de lutte pour faire plier l'Etat et la bourgeoisie, ou elles se plient à ses institutions et sont chaque fois défaites, puisqu'il s'agit d'instrument de pouvoir propre à la bourgeoisie; oublier cette petite nuance, de la part de DR, n'est pas un hasard, et la suite nous le prouvera.

Mais lorsque DR va jusqu'à affirmer que les communistes peuvent aller jusqu'à "pratiquer les erreurs des masses, pour être à même de les critiquer..." c'est toujours la même erreur pédagogique qui transparait. A la vision matérialiste de l'histoire, notamment de la révolution, qui considère cette dernière comme possible qu'avec la conjonction des conditions objectives matérielles poussant les masses à rompre plus ou moins ouvertement avec toute solution réformiste, et les conditions subjectives, la préparation du parti à assurer des tâches de direction, cette préparation étant elle-même un produit de l'histoire, et donc un fait objectif, DR substitue une vision gradualiste et pédagogique, où les conditions de la révolution sont réunies lorsque la "masse" longuement travaillée par l'enzyme communiste a enfin compris la nécessité de la révolution.

A la vision matérialiste qui fait découler la conscience de l'action, DR fait découler l'action de la conscience. Et ce n'est pas en remplaçant la vision catastrophique des communistes - vision qui fait découler la révolution d'un basculement rapide des masses dans le camp révolutionnaire sous la poussée des faits matériels - par une vision gradualiste - où la conquête se fait par la démonstration pédagogique, tête par tête pour ainsi dire - qui prouvera que pour DR la conscience aussi découle de l'action.

Car cette vision volontariste, subjectiviste (hé oui...) n'arrive pas à expliquer par exemple, comment, dans la Russie bolchévique le renversement du pouvoir s'est opéré alors que les masses n'étaient pas censées avoir compris... la nécessité de la révolution.

## Lutte, critique, transformation

Cette tactique au suivisme caricatural, trouve chez DR une justification dans le nécessaire processus de lutte/critique/transformation dont voici le contenu :

" La peur de se salir les mains dans le mouvement tique de lutte pour préserver une pureté révolutionnaire académique est aussi une manière de mépriser les masses, de s'isoler et donc de refuser de convaincre les masses de la justesse de la ligne prolétarienne par un processus de lutte/critique/transformation du mouvement de masse.

" Au sein des mouvements de masse apparaissent deux types de contradictions : les contradictions antagoniques entre bourgeoisie et prolétariat, et les contradictions au sein du peuple qui reflètent les bases objectives et subjectives différentes des couches populaires entre elles, de même que celles entre hommes et femmes, jeunes et vieux, Suisses et immigrés, Suisse-allemands et Suisse-romands". (p. 91)

" C'est... par la défaite des éléments bourgeois dans le mouvement de masse, que la résolution des contradictions au sein du peuple pourra être effective ". (p. 91)

Voilà la mission du "parti-filtre". Au lieu de porter clairement en avant des solutions renforçant la solidarité dans les rangs prolétariens, la tâche des "communistes-instituteurs" est celle de critiquer les "erreurs" des luttes passées pour trouver d'autres solutions.

S'il est parfaitement juste de faire le bilan d'une lutte, il est néanmoins erroné de croire qu'une critique sans principe, puisse provoquer des solutions meilleures.

L'échec d'une lutte peut avoir deux causes :

1. La masse n'est pas prête vraiment à se battre.

2. La direction de la lutte repose sur des principes erronés.

Entre ces deux exemples extrêmes, peuvent exister une infinité de solutions différentes qui sont un mixage de ces deux possibilités.

Lorsque les communistes font le bilan des luttes, ils analysent ces deux facteurs. Lorsque le premier facteur est très important, il est inutile d'aller chercher d'autres causes pour expliquer l'échec.

Pour le deuxième facteur, il s'agit de démontrer qu'une lutte ayant une direction se situant sur un terrain de classe, c'est-à-dire refusant toute solution divisant les prolétaires ou les accrochant à la remorque d'autres classes, et utilisant des méthodes de lutte de clas-

se, se donne les meilleures chances de réussite. Que dire d'autre, sinon qu'une victoire acquise dans la lutte renforce les rangs prolétaires bien mieux que tout discours pédagogique.

Lutte, critique, transformation, cela semble-t-il sérieux ? En réalité cela ne veut rien dire. Quant à la "justesse de la ligne prolétarienne" comme elle n'est pas définie, et que l'ensemble de la plateforme de DR semble lui donner corps, il vaut mieux ne pas en parler.

Répéter platement, même quand ils ont une consonnance dialectique, les mots d'ordre maoïstes, cela ne fait pas avancer d'un pouce l'explication de la "ligne politique" de DR.

Les communistes doivent être à la base d'une "organisation politique des masses" pour utiliser les instruments de la démocratie.

De l'énonciation des grands principes du communisme marxiste des premières pages, nous voilà retombés dans les illusions démocratiques les plus banales. Ainsi, selon DR, il existerait un organisme politique qui regrouperait et défendrait les intérêts des masses, et qui plus est sur le terrain boueux de la démocratie bourgeoise ? Voilà une découverte qui par sa nouveauté (depuis que la bourgeoisie s'exprime politiquement, elle n'a jamais dit autre chose...) bouleverse sensiblement notre vision des choses : Les masses par définition, selon la formule de DR elle-même, regroupent le prolétariat et... d'autres couchés sociaux subissant le laminage de leurs conditions de vie par le développement ininterrompu du capitalisme, pourraient avoir une organisation politique et une seule, défendant à la fois les intérêts du prolétariat, des petits commerçants et artisans, des paysans travailleurs, des intellectuels en déroute, etc... tous en lutte contre le grand Capital.

En dehors du fait que ce projet est fondamentalement réactionnaire, nous faisons remarquer à DR que de telles organisations existent déjà et ont révélé leur contenu réel en participant directement à la gestion de l'Etat bourgeois. Nous voulons parler des partis socialistes et communistes qui tous deux se proclament représentants du "peuple tout entier".

Mais le projet de DR n'est pas seulement réactionnaire, il est également pacifiste, immédiatiste et volontariste :

1. Pacifiste parcequ'il part d'une constatation aussi banale qu'erronée : la démocratie semi-directe permet des réformes. Mais affirmer une telle ânerie, c'est refuser de voir dans la démocratie, la dictature bourgeoise à son plus haut degré de raffinement, puisqu'elle ne nécessite même plus la violence ouverte (en général bien sûr) contre les prolétaires, car elle se base au contraire sur leur atomisation en tant que citoyen.

Privilégier les moyens de la démocratie semi-directe pour imposer des réformes - même en mettant en branle les masses populaires, alors que DR ne nous dit pas comment peut se concrétiser le rapport de force autrement qu'à travers la méthode du bulletin de vote - c'est mystifier le prolétariat sur les moyens

(suite en p. 16)

## L'UNION DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### Une soi-disante nécessité objective

" Les masses ne peuvent pas d'elles-mêmes employer les instruments de la démocratie bourgeoise. Une organisation politique des masses, stable, avec un style de travail propre est nécessaire à cet effet". (p. 93)

" En Suisse, la démocratie est semi-directe (référendums et initiatives) et permet à des organisations groupusculaires sans implantation dans les masses, mais se basant sur un consensus idéologique général, de lancer des projets de réformes obligeant toutes les classes à se déterminer par rapport à eux. De plus le système fédératif pose la question des élections communales, cantonales et fédérales avec une possibilité réelle pour les communistes d'intervenir dans les parlements bourgeois". (p. 93)

" Dans cette phase, les communistes doivent donc dépasser les erreurs dogmatiques consistant à ne pas intervenir dans la lutte politique contre l'Etat par l'utilisation des instruments de la démocratie bourgeoise...

" Ce dépassement est une question pratique décisive; cette

" pratique ne peut être que la création et le développement d'une UNION DEMOCRATIQUE POPULAIRE et cette création et ce développement ne peuvent être assumés que par l'INITIATIVE POLITIQUE DES COMMUNISTES". (p. 93)

" Sans une union démocratique populaire les communistes ne sauront pas lier dialectiquement la lutte politique des masses contre l'Etat bourgeois :

1. Le mouvement de masse autonome dans ses luttes revendicatives

2. L'utilisation des instruments de la démocratie bourgeoise pour imposer des ré-

formes et participer au parlement bourgeois

3. Le renforcement de l'énergie révolutionnaire des masses dirigées par l'OC, avant-garde de la classe ouvrière". (p. 93)

" Le fédéralisme a rendu impossible l'émergence d'une force réformatrice crédible qui puisse prétendre représenter une alternative au régime bourgeois en place". (p. 94)

Après nous avoir initiés sur la tactique des communistes vis-à-vis des "mouvements de masse en lutte contre l'Etat", DR nous décrit dans les détails son projet politique, qui ne l'oublions pas va au delà de la lutte du Travail contre le Capital.

(suite de la p. 15)

pacifistes et démocratiques, c'est continuer à l'enfoncer dans ses illusions pacifistes et légalistes, c'est en définitive refuser de préparer la révolution en passant par la dénonciation des moyens de la démocratie et des illusions du réformisme. En refusant de prouver que les réformes ne changent pas le rapport des forces entre les classes, qu'elles ne sont que l'antidote aux mains de l'Etat bourgeois et de l'opportunisme ouvrier pour faire reculer la perspective révolutionnaire, on se démasque comme un soutien objectif de tout l'ordre établi, et les grandes phrases n'y changeront rien.

Inutile, Messieurs, de faire la leçon aux authentiques continuateurs de Marx et de Lénine qui combattent les illusions de la démocratie. Si le dogmatisme consiste à fouler aux pieds toute légalité bourgeoise et démocratique, à dénoncer ces moyens comme des instruments au service de l'ordre bourgeois, alors, nous revendiquons le titre de DOGMATIQUE. Etre dogmatique pour nous communistes, c'est refuser toutes les pseudo-découvertes des innovateurs de tout poil, capables seulement de découvrir des vieilleries aussi caduques que la démocratie bourgeoise.

Et pour couronner ce raisonnement, voilà le projet énoncé : une UNION DEMOCRATIQUE et POPULAIRE, dont les tâches seront définies plus loin.

Et comme le projet n'apparaît pas comme une nécessité vitale pour le développement... de quoi, il est bien difficile de dire, DR passe aux affirmations sans démonstration, révélant par l'utilisation de la méthode des postulats son incapacité à justifier son projet politique... autrement que par la conviction.

La dernière citation est une perle entre toutes. Ainsi donc, "une force réformatrice crédible" a le pouvoir d'être "une alternative au régime bourgeois". Mais alors, finie la vision révolutionnaire des premiers chapitres...

Passons sur le fait que nous ne saisissons pas ce que le fédéralisme vient faire là dedans, pour nous pencher avec attention sur le concept d'une force réformatrice alternative. Il est tout simplement crapuleux d'affirmer que ce qui manque est précisément ce qui est omniprésent. Le régime bourgeois ne subsiste que, par la présence d'une opposition réformatrice capable de satisfaire les revendications catégorielles de l'aristocratie ouvrière, et par l'adhésion quasi générale

des masses aux thèses du réformisme politique. Vouloir créer, une force encore plus crédible, c'est tout simplement éteindre à jamais un dépassement révolutionnaire.

A jongler avec les organisations intermédiaires, que l'on présente comme des nécessités, on en vient tout simplement à reporter la question du parti et de la révolution aux calendes grecques.

Pour les communistes, la seule organisation qu'il faut créer, développer, défendre envers et contre tout, c'est le parti, car il est l'organe sans lequel la révolution est impossible. Toutes les autres organisations de masse y sont subordonnées, en aucun cas elles ne sont des étapes nécessaires dans la construction du Parti. Enfermer l'histoire dans des formes pré-établies, voilà ce que cherche à faire DR. Ce n'est pas de la prévision politique, ni de la tactique communiste, c'est du volontarisme pur et simple.

2. Immédiatiste, parce qu'il révèle cette impatience petite bourgeoise caractéristique des groupuscules incapables de faire un bilan réel des cinquantes dernières années, incapables de saisir la profondeur de la contre-révolution sur la plan mondial, incapables d'interpréter en matérialistes la fantastique défaite du mouvement ouvrier mondial. Adeptes de la "piqûre révolutionnaire", DR substitue au lent travail opiniâtre des communistes pour la reconstitution du front de classe, des étapes intermédiaires susceptibles d'accélérer la reconstitution de la classe. Affirmer que grâce aux référendums et aux initiatives, "même pour des petits groupes, il existe la possibilité de proposer des réformes", c'est bien là affirmer son impatience à être reconnu comme une force avec laquelle il faut compter.

3. Volontariste enfin, parce qu'elle substitue au surgissement des conditions objectives, un travail pédagogique.

## Ses buts

" Notre tâche immédiate n'est pas d'éduquer les masses d'un point de vue purement propagandiste et partisan mais de mettre tous nos efforts pour les organiser concrètement dans la lutte revendicative pour que puisse être posé l'emploi des parlements bourgeois, sans les mystifier, avec leur appui DIRECT et surtout avec leur contrôle direct sur les parlementaires". (p. 95)

" Une vision démocratique populaire est nécessaire pour diriger les couches populaires en réunissant leurs luttes contre l'Etat, pour CONSTITUER LE CAMP DU PEUPLE". (p.96)

L'une des tâches de cette union dém. pop. étant la lutte au parlement, DR cherche à justifier cette nécessaire intervention.

Ainsi donc, la mystification parlementaire résiderait dans la...malhonnêteté, des ci-devants parlementaires, non dans la méthode parlementaire elle-même, en relation avec la question du réformisme. Donner l'illusion que les parlements pourraient avoir une autre tâche qu'une tâche contre-révolutionnaire, voilà bien une pratique de démocrates pourris.

Aucune référence, bien sûr, au parlementarisme révolutionnaire à la Lénine, qui profite de la tribune du parlement pour dénoncer toutes les illusions, pour appeler les masses à intervenir par le biais de la lutte de classe sans attendre du parlement une aide quelconque(\*)

Conclusion logique de toute la stratégie maoïste de DR : " Construire le camp du peuple ". Comme les adeptes des fronts populaires et des blocs de résistance, DR substitue la NECESSAIRE AUTONOMIE DU PROLETARIAT, au " camp du peuple ". Déjà dénoncée par Marx dans son "Adresse de 1851" cette notion bourgeoise remise au goût du jour dans la révolution nationale démocratique en Chine, n'est rien d'autre qu'une sinistre perspective dans un pays comme la Suisse où la révolution prolétarienne est la seule perspective authentiquement révolutionnaire .

## Ses principes

" Il s'agit toujours de conquies vaincre et de n'exclure du mouvement de masse que ceux qui en entrave la pratique de la lutte concrète. Et ce sont tous les jours les masses elles-mêmes qui doivent être les protagonistes de ce rejet par l'élimination de leur niveau de conscience et d'organisation". (p. 91)

" Le camp du peuple ne peut s'unir autour de la défense particulière des intérêts économiques ou politiques de telle ou telle classe ou couche sociale. Il ne peut être déli-

(\*) Voir notre brochure " La question parlementaire dans l'Internationale Communiste", éd. Programme Communiste

" mité, ne peut être uni que par  
" un objectif commun à toutes les  
" classes et couches sociales qui  
" le composent: le changement de  
" la nature du pouvoir en place".  
(p. 97)

Les principes organisatifs de l'Union n'ont évidemment aucun rapport avec les principes communistes. Admirateurs effrénés des masses DR n'a qu'un seul principe : les masses seules décident de tout. Avec de tels principes, les masses peuvent très démocratiquement exclure tout point de vue prolétarien si celui-ci intervient pour contrer une orientation anti-ouvrière du mouvement, sans que les communistes (façon DR) ne s'en émeuvent. Ce que nous disons peut paraître réthorique, cependant cela montre vers quelle sorte d'imbécillité l'on peut courir en affirmant des principes aussi creux.

La deuxième citation est beaucoup plus frappante. Elle affirme crument qu'une telle Union ne peut en aucun cas respecter les intérêts particuliers du prolétariat. Nous l'avions dénoncé précédemment, voilà DR qui confirme. Mais là où la chose tourne au comique, c'est l'affirmation qu'il peut exister "un changement de la nature du pouvoir" comme objectif commun à des classes sociales aussi différentes que le prolétariat, la petite bourgeoisie urbaine et rurale. Mais alors dans ce cas, on ne voit pas en quoi l'autonomie du prolétariat à travers l'autonomie de son parti peut bien servir, si l'on peut changer la nature du pouvoir en s'alliant avec d'autres classes.

Mais que disent d'autre, les partis nationaux communistes de France, d'Italie ou d'Espagne, pour prendre trois cas classiques. DR veut-il remplacer le pouvoir bourgeois dominé par la fraction monopoliste, par un "pouvoir populaire" dans lequel les intérêts du prolétariat seront subordonnés aux intérêts généraux du peuple ? Si oui, où est la rupture avec le pouvoir bourgeois ? Que deviennent la police, l'armée, l'administration, la justice, etc... bref, tous les appareils d'Etat de la bourgeoisie ? Et quels peuvent être les intérêts communs du prolétariat et de la petite bourgeoisie décadente ? Sur toutes ces questions, c'est le silence. Lorsqu'on n'ose pas aller jusqu'aux dernières extrémités de ses idées, le silence est la meilleure défense à condition que personne ne vienne poser des questions embarrassantes.

1<sup>er</sup> principe : La masse à toujours raison

2<sup>ème</sup> principe : Le prolétariat se soumet aux intérêts contradictoires du peuple

C'est avec ce bagage que DR compte aller à la révolution. Nous lui souhaitons bon voyage.

## Ses moyens tactiques

" Pour qu'il soit efficace, l'  
" emploi de l'initiative constitu-  
" tionnelle doit être fait en  
" s'assurant auparavant ... d'  
" un mouvement de masse suffisam-  
" ment organisé pour imposer par  
" sa mobilisation l'application  
" rapide d'une telle réforme pour  
" renforcer sa mobilisation cha-  
" que fois que la bourgeoisie  
" et le parlement tergiversent ou  
" complotent des contre-projets"

" ... l'emploi de l'initiati-  
" ve est dangereuse dans cette  
" phase".

" Par contre le référendum  
" contre les réformes imposées  
" d'en haut est un instrument u-  
" tile dans cette phase pour blo-  
" quer momentanément les mesures  
" bourgeoises tout en démontrant  
" la nature de cet Etat et au  
" service de qui il proclame les  
" réformes" (p. 95)

" Il faut être dans les parle-  
" ments pour démasquer les manoeu-  
" vres de tel ou tel parti et dé-  
" montrer par là la nature même  
" de l'Etat bourgeois ... nous  
" devons participer aux élections  
" pour démontrer aux masses par  
" l'exemple et les faits que les  
" parlements n'expriment pas les  
" aspirations et les revendica-  
" tions des masses exploitées".  
(p. 95)

Se rendant compte que les affirmations précédentes pouvaient mener à une identification totale de l'Union avec les vieux partis réformistes, DR rectifie le tir en doublant la lutte sur le terrain démocratique par une lutte à travers la mobilisation populaire. La distinction entre référendum et initiative est assez astucieuse, pour donner l'illusion que DR se situe sur un terrain tactique. Malheureusement pour lui, les chapitres précédents ont montré que sur le plan des principes, il adhérait totalement à ceux de la démocratie.

Remarquons simplement que s'il y a un puissant mouvement de masse, on se demande pourquoi les communistes le doublerait d'une initiative constitutionnelle. S'il est un torchon de papier dont les communistes se doivent de dénoncer l'inutilité, c'est

bien la constitution. Pour imposer une réforme, il est plus simple, plus rapide, plus efficace d'imposer une revendication, que les juristes de la bourgeoisie placeront dans leurs tablettes ou cela leur semblera bon. Le prolétariat n'en a que faire. Imposer 35 heures hebdomadaires, que cela soit dans la constitution, dans la loi sur le travail ou dans tout autre catalogue, cela est bien égal aux ouvriers, du moment que cette revendication est imposée dans les faits, et satisfaite.

Par conséquent, la subtile distinction de DR, devient franchement faible.

Quant à la pratique parlementaire de dénonciation des "escrocs" elle est nettement insuffisante et n'a simplement rien à voir avec le "parlementarisme révolutionnaire". Dénoncer les manoeuvres de tel ou tel parti ou groupe de pression à la solde de quelques sordides requins de la finance, voilà qui ne va pas engendrer le moins du monde une remise en cause de la démocratie en tant que régime propre au capitalisme. Tout au plus, ces dénonciations vont provoquer la revendication utopique d'un Etat propre, sans corruption, etc... Quand Lénine définissait le parlementarisme révolutionnaire, il entendait que l'activité des communistes au sein des parlements soit purement et simplement un appel depuis la tribune parlementaire, à la lutte ouverte extra-parlementaire. Jamais il ne s'agit pour lui de nettoyer l'écurie parlementaire.

## Ses liens avec les communistes

" Sans direction politique de  
" l'organisation dans ces organis-  
" mes de masse, ceux-ci ne peu-  
" vent être autonome, ni dévelop-  
" per la démocratie prolétarienne  
" de masse. Mais la direction po-  
" litique de l'organisation com-  
" muniste doit être politique,  
" c'est-à-dire que les militants  
" communistes doivent en assurer  
" la direction non pas par les  
" choses, mais par leur dévoue-  
" ment, leur clairvoyance. Il se  
" peut même que par leurs erreurs  
" ils perdent la direction poli-  
" que; cela ne doit en aucune ma-  
" nière les amener à pratiquer la  
" division, la suspicion, et la  
" rancœur, mais plutôt les ame-  
" ner à corriger leurs erreurs,  
" accepter les justes critiques,  
" redoubler d'ardeur à la lutte".  
(p. 91)

(suite en p. 18)

( suite de la p. 17 )

" Une force d'opposition politique dans les parlements et la vie politique bourgeoise fondée sur l'action des masses comme réelles protagonistes de la lutte politique ne peut naître que du prolétariat sous l'impulsion de son avant-garde le PC". (p. 94)

" Parallèlement à une union démocratique populaire, la propagande propre aux communistes sur l'Etat doit se renforcer de même que l'Organisation Communiste comme parti d'avant garde ... doit se renforcer et vivre toujours plus au sein des masses". (p.96)

La question est d'importance, car depuis le temps que l'on parle de l'Union, on en est venu à oublier ce que pouvaient bien y faire des communistes.

Mais nous voilà rassurés : DR nous l'explique.

On s'en doutait un peu, la mission des communistes n'est pas de diriger, mais d'éclairer. Cela est dans la ligne de la conception du "parti-pédagogue".

Mais lorsque les communistes se trompent, ils doivent accepter les justes critiques non du parti... mais des masses. Voilà une confirmation supplémentaire que les communistes n'ont nul besoin d'une théorie, d'un programme, etc. Les masses décident qui a raison et qui a tort. C'est avec de telles méthodes que le Stalinisme est arrivé à dénaturer toute la relation entre Parti et Classe. La prati-

que de l'auto-critique, sous le régime stalinien, est l'équivalent de la confession de l'occident chrétien médiéval, de la psychanalyse dans le monde bourgeois décadent. Elle cherche à ramener les divergences d'appréciation, les antagonismes politiques à la dimension d'un conflit ou d'une erreur personnelle. Au lieu de chercher la racine des erreurs dans la contradiction matérielle du sous-sol historico-social, le stalinisme préfère la bonne vieille brimade si possible avec consentement du fauteur. C'est ce qu'on appelle l'auto-critique. C'est la démission devant le principe sacrosaint et sanctifié de la majorité. C'est le conformisme social établi comme norme de vérité.

L'auto-critique, comme moyen de redresser les "erreurs" tactiques, n'a jamais été une méthode pratiquée par les communistes, d'autant moins qu'elle est conçue comme une confession devant les masses, dispensatoire de l'absolution. Cela est une pratique digne de l'inquisition, non d'un parti qui se réclame du matérialisme historique. Le Parti, et lui seul, est capable de corriger des erreurs, par une analyse approfondie de la situation réelle, car il est le plus apte à en comprendre toutes les déterminations et la complexité, grâce à la référence qu'est la doctrine marxiste.

Lorsqu'on définit la tâche des communistes comme celle de construire une force d'opposition parlementaire, avec l'appui des masses, bien sûr on est communistes tout de même, c'est qu'on a secrètement ou pas, l'intention de devenir l'opposition crédible (selon DR) qui manque

aujourd'hui du fait de l'intégration du centrisme historique dans les rouages de la gestion étatique. C'est que l'on a espoir de devenir cette opposition qui cristallise autour de soi tout le mécontentement réel des masses, en l'enfermant sur la voie de garage de l'opposition parlementaire systématique. Les grands appels à la lutte de classe sans préparation réelle du prolétariat à cette tâche ne sont que de la phrase et de la pire espèce : celle du centrisme liquidateur.

La dernière citation ne rache en aucun cas les affirmations démocratiques des pages précédentes.

Voici le sommaire du n° 79  
(avril 1979) de

## Programme communiste

- Défendre le marxisme, c'est défendre l'arme de la lutte et de l'émancipation du prolétariat.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : Socialisme et nation — Guerre et révolution — Guerre impérialiste et guerre révolutionnaire.
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale — Une première conclusion.
- L'Afrique, proie des impérialismes (3) : Les investissements étrangers en Afrique.
- Nouvelles des faux socialismes : A l'Est comme à l'Ouest, la course à la productivité accroît l'exploitation — Socialisme, ou production individuelle ?

## UNE REVENDICATION IGNOBLE : " Rapatriement des biens du Chah en Iran "

On avait déjà entendu cette réclamation dans les rangs gauchistes sous le feu des révoltes et de l'insurrection populaire en Iran et on pouvait penser que, empêtrés dans leur triomphalisme habituel et leur aveuglement devant les faits, ces gauchistes voyant le prolétariat parvenir au pouvoir en Iran étaient poussés par le désir de lui donner dans l'immédiat certains moyens matériels pour l'aider à se maintenir au pouvoir dans cet Etat ouvrier iranien qui n'existait que dans leurs phantasmes. Mais l'Iran, n'en déplaît à nos gauchistes, n'est

pas sous la main du prolétariat local, qui par sa jeunesse et son absence totale de direction politique ne pouvait, malgré sa combativité, que subir les événements, mais sous celle d'un clergé au programme politique et économique pour le moins arriéré et dont la tâche principale aujourd'hui est de réprimer les mouvements autonomistes kurde et autres et de remettre la classe ouvrière au travail en réprimant au nom d'Allah les résistances prolétariennes.

En réalité que signifie un tel mot d'ordre pour la classe ouvrière tant iranienne que suis-

se? Le principe élémentaire de solidarité des ouvriers suisses devrait passer par le refus de toute aide de l'Etat helvétique à l'Etat iranien. Or le rapatriement des capitaux du Chah et de ses proches ne signifierait pas autre chose que le renforcement de l'Etat iranien, dans la bourse duquel tomberait la manne bienvenue, et donc son affermissement face à la classe ouvrière iranienne, qui de son côté comprendrait vite que l'argent de l'ex-chah sert simplement à endurcir la trique de l'Etat.

Un comité pour le rapatriement

(suite en p. 19)

(suite de la p. 18)

ment des biens du Chah placés dans les banques suisses s'est même formé, illustrant ainsi l'aveuglement profond des petits-bourgeois démocrates qui ne rêvent que d'une démocratie idéale, vierge de toute corruption, de tout affairisme, de toute fraude fiscale, de toute évasion de capitaux. Bref d'un capitalisme qui n'a jamais existé et n'existera jamais que dans les songes de ces gens-là. Bien sûr le comité présente cette revendication comme faisant partie de la lutte des travailleurs contre l'Etat et explique que se serait une victoire pour la classe ouvrière que d'arracher cette concession au Conseil fédéral.

Mais peut-on qualifier de "victoire" une mesure qui ne sert que les intérêts des forces d'un Etat justement à la recherche de liquidités pour assumer sa fonction de garant de l'ordre? Non! De tels mots d'ordre ne sont qu'une trahison pour le

prolétariat iranien auquel on fait croire que les finances de l'Etat son au service de l'amélioration de sa condition d'exploité et pour le prolétariat suisse qu'on laisse dans l'ignorance des principes de solidarité internationale de classe.

La Suisse est une place financière importante où viennent s'installer les capitaux-argent aux provenances les plus diverses, et cette situation est défendue autant par l'Etat que par les banques elles-mêmes. Mais ce n'est pas une tâche des prolétaires que de moraliser le système d'exploitation capitaliste et de le forcer à suivre des règles de conduites d'une certaine honnêteté éthique bourgeoise.

Ce qu'il y a de plus ignoble dans cette revendication, c'est qu'elle est avancée au nom de la solidarité internationale. La triste réalité est qu'elle est très concrètement une solidarité avec l'Etat iranien contre la classe ouvrière.

el-oumami

N° 3 - mars 79

EN LANGUE FRANÇAISE

- Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie.
- L'après-Boumediène en Algérie.
- Tour d'horizon international.
- Le besoin de la solidarité prolétarienne de classe pour les victimes de la répression bourgeoise.
- Foyers en lutte : le sabotage hypocrite des bonzes C.F.D.T.
- Vive le développement des luttes ouvrières au Maghreb.
- Ce qui distingue notre Parti.
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.

EN LANGUE ARABE

- Iran : Pour la révolution, il faut le Parti.
- Extraits de la plate-forme de l'Internationale communiste (1919).
- Dans le Golfe aussi, la bourgeoisie attaque les travailleurs immigrés.

# Abolir le salariat, c'est produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !

La critique marxiste de la société bourgeoise est essentiellement la critique du salariat. Sa condamnation du capitalisme est essentiellement la condamnation de la production pour la production. C'est ce que l'opinion commune empoisonnée par les préjugés de cette société et par les mensonges de l'opportunisme est incapable de comprendre. C'est ce que les marxistes-révolutionnaires ne doivent cesser d'expliquer et de rappeler.

Historiquement et logiquement, salariat généralisé et production pour la production sont indissolublement liés. Le salariat ne se généralise que si la plus grande partie de la population est dépourvue de moyens de production et, plus généralement, de propriété ; alors la grande majorité des hommes est contrainte de vendre sa vie contre argent à une puissance extérieure pour pouvoir subsister. Cette « puissance extérieure » est, comme chacun sait, la classe détentrice des moyens de production. Comme toutes les classes dominantes de l'Histoire, celle-ci vise à s'approprier des moyens de jouissance sans participer elle-même à l'activité sociale, sans se soumettre elle-même à l'obligation de travailler.

On pourrait donc croire qu'en régime capitaliste, le but de la production est la satisfaction des besoins de la classe dominante et que la vie de la grande majorité des hommes est su-

bordonnée à ce but. En réalité, les choses ne sont pas si simples comme le prouve déjà le fait qu'en U.R.S.S. il y a en somme... un capitalisme sans capitalistes ! S'il s'agissait exclu-

sivement d'entretenir une poignée de capitalistes, il ne serait pas nécessaire — même s'ils ont les dents très longues — que des millions et des millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens s'échinent à longueur d'année dans une hâte de plus en plus fébrile. Il n'y a aucune commune mesure entre les milliards d'heures de travail fournies chaque année par la population salariée de tous les grands pays industriels avancés et... les besoins de consommation des gros actionnaires des banques, des entreprises, des firmes et même de la haute bureaucratie d'Etat par-dessus le marché. Chacun sait fort bien qu'à « trop bien payer » ses salariés l'Entreprise ou la Firme courrait un risque pire encore que de ne pas verser à ses actionnaires des dividendes « suffisants » à leurs yeux : elle ferait faillite sur le marché. Quant à l'Etat qui agirait de même, il ferait banqueroute. Donc, même sans recourir à des notions de haute économie, en s'en tenant simplement à la réalité empirique, on saisit que n'obéissant pas *aux besoins des salariés* l'économie

capitaliste n'obéit pas davantage aux besoins personnels des membres de la bourgeoisie, mais aux lois impersonnelles du marché qui s'imposent jusqu'à la classe dominante elle-même.

Ces lois commandent — comme on ne cesse de nous le répéter jusqu'à la nausée — la réduction des coûts de production. Des entreprises productives et des ouvriers proprement dit, cet impératif s'étend à toutes les firmes, toutes les administrations publiques et privées et par conséquent à toute la population salariée. C'est donc la dictature du marché qui explique cet étrange paradoxe : plus l'humanité produit ou est capable de produire de richesse, plus fébrilement elle doit travailler, plus sévèrement elle doit tenir en bride ses besoins, et plus mal elle vit donc finalement, si « bien vivre » ne signifie pas, comme pour le bourgeois... « acheter davantage » ! Mais alors, tout se passe comme si le but de la production n'était pas du tout la consommation sociale, mais la production elle-même ! Dans le capitalisme archi-mûr d'aujourd'hui, il n'est pas jusqu'à la

## Abolir le salariat, c'est produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !

(suite de la page 19)

conscience vulgaire qui ne soit frappée d'une telle absurdité, puisqu'on ne compte plus les naissances — vrais ou simulés — qui demandent publiquement : *pourquoi l'expansion ???* La chose est rejoyeuse, parce que c'est la réalité la plus quotidienne qui impose à des millions d'hommes, qui n'ont certes jamais lu le savant "Capital" de Karl Marx, la reconnaissance de la vérité qui s'y trouve formulée depuis plus d'un siècle : *Le point de vue du capitalisme est la production pour la production et non pour la satisfaction des besoins sociaux*, parce que le Capitalisme produit des marchandises et non des biens d'usage.

Que la classe aujourd'hui salariée parce que dépossédée de tous moyens d'existence propres entre en possession de tout ce qui est nécessaire et suffisant pour assurer son existence collective, voilà une révolution sociale qui change tout. Le point de vue de la classe salariée ne peut pas être de « réduire les coûts de production », puisque, finalement, ce que le capitalisme appelle ainsi, c'est la *vie humaine elle-même* qu'il « réduit » en effet à une bien pauvre chose ! Le point de vue serait plutôt, pour employer une formule facile, d'augmenter ces « coûts » ! Il ne peut être davantage de travailler d'autant plus intensément que la productivité du travail est plus grande, mais tout au contraire d'utiliser la productivité accrue pour se libérer de l'esclavage millénaire du travail. Cela tombe sous le sens de quiconque n'est pas une canaille opportuniste, un chrétien ou un bourgeois.

Tant qu'à côté du capitalisme existait une vaste zone de petite production d'un rendement social misérable et qui contraignait les producteurs à une existence encore plus barbare que celle des prolétaires en tant qu'existence purement privée, isolée, ce point de vue de la classe salariée ne pouvait pas encore apparaître comme *l'intérêt de la société tout entière* et il ne pouvait donc triompher dans la réalité. Mais depuis que le capitalisme l'a emporté sur les modes de production plus arriérés, *l'intérêt de la société tout entière se confond avec l'intérêt de la classe salariée* auquel tous les intérêts particuliers doivent être impitoyablement soumis, ce qui suppose la dictature politique du prolétariat. Alors la norme capitaliste de la *libre entreprise*, qui dans un régime où, comme en Russie, le profit d'entreprise est tabou, est simplement limitée, tombe complètement.

éd. responsable :  
F. Gambini  
20, rue Jean-Bouton  
75012-PARIS

La « libre entreprise » n'est en effet qu'un groupe *particulier* d'intérêts qui agit comme s'il était le centre du monde, c'est-à-dire mobilise autant de moyens de production et de matières premières, embauche autant de travailleurs que son capital et ses perspectives commerciales le lui permettent, sans se demander si ces ressources et ces travailleurs ne seraient pas plus utiles dans *une autre branche d'activité* ; qui produit autant de sa marchandise particulière qu'il arrive à en placer sur le marché sans se demander si *d'autres biens* ne seraient pas socialement plus utiles, quitte à faire la « guerre psychologique » à toute la population pour la persuader du *besoin* qu'elle a de cette marchandise particulière.

Mais l'entreprise centre-du-monde (qu'elle soit « privée » ou comme en Russie d'Etat, le résultat est socialement le même !) engendre de telles absurdités qu'elle devient de moins en moins tolérable. La norme nouvelle dérivant de la substitution de la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie ne pourra être que la *réglementation sociale* directe de la production. Cela suppose l'intégration des anciennes entreprises dans un tout cohérent, mais cela ne peut se faire sans que la distribution des travailleurs dans les différentes branches de production et activités en général qui s'effectue aujourd'hui au petit bonheur la chance soit réglée *centralement* en fonction des besoins réels de façon qu'on n'ait pas par exemple trop d'acier et trop peu de denrées alimentaires, trop de moyens de transport et trop peu de locaux d'habitation, trop de chansons, de films, de livres, etc. et pas assez de services d'éducation et de santé, etc... sans compter beaucoup trop de propagande bourgeoise et opportuniste et deplorablement peu d'écrits communistes !)

Chose curieuse, tout le monde comprend de mieux en mieux cette nécessité à mesure que le joug capitaliste devient de plus en plus pesant, mais — par la faute de l'opportunisme — très peu de gens saisissent que substituer une économie sociale cohérente à la libre entreprise signifie cesser de produire les biens comme marchandises, comme valeurs attestées par un prix en monnaie, comme produits échangeables ! Pourtant, même dans l'entreprise actuelle, les différents ateliers n'« échangent » pas leurs produits. L'atelier de montage, par exemple, reçoit directement ses pièces de l'atelier de fabrication sans avoir besoin de les lui acheter. A l'intérieur de l'entreprise, on comptabilise sans doute bien les quantités de travail dépensé à chaque stade, pour éviter le gaspillage en petit (alors que le gaspillage en grand triom-

phe à l'échelle de la société !) mais ces quantités de travail ne prennent pas la forme de *valeurs*, en d'autres termes le produit n'est affecté d'un *prix monétaire* qu'au moment où ce produit est achevé et « sort » de l'entreprise.

Mais s'il en « sort » fatalement, c'est que l'entreprise a des limites étroites et que dans les limites plus larges de la production sociale considérée à l'échelle d'un pays, d'un continent et à plus forte raison du monde, une foule d'entreprises indépendantes se meuvent et s'agitent comme des molécules folles. Que les limites étroites de l'entreprise actuelle soient reculées à celles de la production sociale d'un pays, d'un continent et finalement du monde — en d'autres termes que l'entreprise actuelle devienne à l'économie globale ce que ses différents ateliers lui sont présentement à elle (c'est cela et rien d'autre la socialisation des moyens de production) non seulement il n'est plus *nécessaire* d'affecter les produits d'un prix monétaire, mais cela devient complètement impossible. La valeur et le prix ne peuvent apparaître *qu'à la limite du système* si bien que lorsqu'il devient *mondial*, elles disparaissent totalement. La production marchande du capitalisme va *regressant* à mesure que la révolution sociale gagne du terrain, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent une foule de « marxistes » à la manque qu'elle se maintient *tant* que la révolution n'est pas mondiale, mais qu'elle disparaît *seulement* là où le prolétariat domine.

Or, abolir la production de marchandises, c'est fatalement abolir le SALARIAT LUI-MEME puisque le salaire n'est jamais

que le prix d'une marchandise particulière qui est la force de travail et qu'il *suppose* le marché du travail en même temps que le marché tout court, c'est-à-dire *l'anarchie dans la distribution des forces de travail*. Si les produits ne sont plus des valeurs, si la distribution des forces de travail n'est plus livrée au hasard du marché, il devient impossible de considérer la force de travail elle-même comme une *valeur* et de lui assigner un *prix* de marché. Les membres de la société, désormais tous astreints au travail social énormément allégé, ne sont plus « rétribués » en fonction de « mérites » (!) individuels vrais ou supposés ; ils reçoivent du produit social une quote-part proportionnelle à l'importance de sa fraction consommable, et si celle-ci est *nécessairement beaucoup plus forte qu'aujourd'hui*, c'est que le temps passé... à fabriquer des moyens de production aura beaucoup diminué par rapport à ce qu'il est dans le capitalisme qui ne pense qu'à « réduire les coûts ». « Comment produire moins et consommer plus ? » demande toujours hypocritement l'opportuniste : le voilà le secret !

Voilà ce que signifie la revendication d'ABOLITION DU SALARIAT qui, pour Marx et Trotski à quatre générations de révolutionnaires, a toujours été synonyme de COMMUNISME. Il n'est pas besoin d'être grand théoricien pour la comprendre et elle n'a rien d'« utopique » et d'« irréalisable » puisqu'elle veut finalement dire une chose que pensent déjà en leur for intérieur tous les salariés que l'opportuniste n'a pas totalement abrutis : *les hommes doivent produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !*

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 3  
(mars 79) de

### PROLETARIER

- Abschaffung der Lohnarbeit heisst Abschaffung der Produktion für die Produktion.
- Iran : Für die Revolution braucht man die Partei.
- China-Vietnam : Das Lügengebäude des « Nationalen Sozialismus » bricht zusammen.
- Ein Beitrag zum Frauentag : Gegen den Feminismus ! Für den proletarischen Klassenkampf !
- Die Mieterstreik in den Gastarbeiterheimen Sonacotra : Das Erwachen der ausländischen Arbeiter in Frankreich.

### Permanences du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE  
POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue Pré du Marché  
1004 LAUSANNE